

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE

CAHIER DE LYON

POUR LES

ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1614

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 30 juin 1910

PAR

Adrien PONDEVEAUX

LICENCIÉ ÈS LETTRES



LYON

IMPRIMERIES REUNIES

8, RUE RACHAIS, 8

—
1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE
CAHIER DE LYON

POUR LES
ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1614

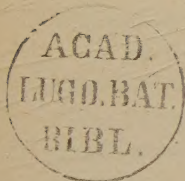
THÈSE POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 30 juin 1910

PAR

Adrien PONDEVEAUX

LICENCIÉ ÈS LETTRES



LYON
IMPRIMERIES REUNIES
8, RUE RACHAIS, 8

—
1910

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ☉, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.

FLURER, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☉, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☉, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ☉, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ☉, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, A. ☉, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, A. ☉, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, A. ☉, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ☉, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☉, professeur de Procédure civile.

BECQ, I. ☉, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GARRAUD, professeur.

Assesseurs : { MM. BROUILHET, professeur.
LÉVY-SCHNEIDER, chargé de cours à la Faculté
des Lettres.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

INTRODUCTION

Le texte présenté est le cahier de la ville de Lyon pour les Etats Généraux de 1614. Il se trouve aux archives municipales de Lyon, série AA n° 146 (1). Le même volume contient également les copies du cahier provincial des bailliages compris sous le nom de l'ancien gouvernement et province de Lyon (2) et du cahier général du Tiers Etat.

La cause immédiate de la convocation des Etats Généraux de 1614 fut la révolte du prince de Condé; il avait quitté la cour au commencement de 1614 et, réuni à un certain nombre de grands seigneurs, avait publié une sorte de manifeste dans lequel il dénonçait l'anarchie et le gaspillage, œuvre de la régence, le poids des impôts, la faveur excessive d'une famille étrangère et demandait la convocation des Etats.

La paix était conclue avec Condé le 15 mai; le jeune roi avait fait en Bretagne un voyage triomphal; il allait être déclaré majeur: les circonstances parurent à la reine-mère assez encourageantes pour ne pas éluder la réunion des Etats qui furent convoqués à Sens pour le 10 septembre. Les élections semblant favorables au roi, la convocation qui avait été

(1) Ce texte se trouve également aux archives municipales de Lyon, série BB pp. 317-366.

(2) Le gouvernement de Lyon comprenait le Lyonnais, le Forez et le Beaujolais; il était limité au nord-ouest par le Bourbonnais, au nord par le Briennais et le Mâconnais, à l'est par la Saône et le Rhône, la Bresse le long du Franc-Lyonnais, le Dauphiné au bourg de la Guillotière, au midi par le Vivarais et le Velay, à l'ouest par l'Auvergne. Les bourgs limitrophes étaient Saint-Martin-de-Vaux du côté du Bourbonnais, Lancié du côté du Mâconnais, Bourg-Argental du côté du Vivarais et Saint-Bonnet-le-Château du côté de l'Auvergne.

ajournée, fut fixée à Paris où les députés arrivèrent dans la première quinzaine d'octobre (1).

La convocation des Etats fut annoncée à Lyon dans une réunion solennelle.

Le lundi 4 août, à 9 heures du matin, les prévôt des marchands et échevins de la ville de Lyon (2), revêtus de leurs robes consulaires violettes, se rendirent à l'hôtel archi-épiscopal où étaient assemblés Monseigneur d'Halincourt, gouverneur et lieutenant général pour le roi en la ville de Lyon, pays de Lyonnais, Forez et Beaujolais ; Monseigneur

(1) Il y avait 140 députés pour le clergé, 132 pour la noblesse, 192 pour le Tiers-Etat.

Les trois ordres se réunirent dans trois salles particulières au couvent des Augustins, quai des Grands-Augustins.

Les Etats furent ouverts par une séance solennelle au Louvre, le lundi 27 octobre.

(2) On peut considérer que la commune de Lyon date de 1271 : lors d'une trêve conclue avec les chanoines, comtes de Lyon, 12 bourgeois agissent et signent pour la communauté tout entière. Dans un traité passé le 21 juin 1320 entre les citoyens de Lyon et l'archevêque il est stipulé que les Lyonnais ont le droit de s'assembler, de nommer des consuls pour veiller aux intérêts de la ville et de s'armer pour la défense commune. Les libertés accordées à la ville furent enregistrées par acte notarié, en présence du sénéchal royal, Barthélemy de Montbrison, le 15 décembre 1336, dans une cérémonie qui eut lieu à l'Île-Barbe.

Le nombre des consuls, d'abord variable, fut fixé à 12, dont 6 pour la rive gauche de la Saône, côté de Saint-Nizier, et 6 pour la rive droite, côté de Fourvières ; ils étaient élus par les terriers ou propriétaires et les maîtres de métiers. Les fonctions consulaires passèrent rapidement aux mains d'une aristocratie bourgeoise qui se recrutait dans un petit nombre de familles. Charles VIII conféra la noblesse aux échevins de Lyon et à leurs descendants.

Le peuple de Lyon se montra à plusieurs reprises mécontent et de la mauvaise administration du consulat et de ce qu'il n'avait pas de part au gouvernement de la ville ; le consulat dut faire appel au roi pour réprimer la « grande rebeyne » de 1529, et le roi en profita pour mettre la main sur lui ; l'édit de 1547 ne fut pas exécuté, mais Henri IV reprit le projet de Henri II en supprimant 8 échevins sur 12, et en donnant aux 4 autres un chef, le prévôt des marchands, dont il se réserva en fait la nomination (1595). Le premier fut Balthazar de Villars. Le nouveau régime fut définitivement établi en janvier 1598.

l'archevêque de Lyon (1); Anthoine d'Authun, sénéchal (2) de Lyon; Messieurs les lieutenant général et avocat du roi et Messieurs des trois ordres et états de la ville. Le gouverneur, le sénéchal et le lieutenant général se trouvaient dans des chaires du côté de la cheminée, l'avocat du roi à côté du bureau, l'archevêque dans une chaire, les membres du clergé du côté droit, la noblesse du côté gauche, les prévôt des marchands et échevins et les syndics du plat pays en face du gouverneur, sur des bancs.

Le greffier de la sénéchaussée lut la lettre du roi envoyée au sénéchal pour la convocation des Etats Généraux; ensuite, sur la réquisition de l'avocat du roi, en l'absence du procureur, le sénéchal, par la voix du lieutenant général, ordonna aux trois ordres de s'assembler pour faire leur déposition et satisfaire aux intentions du roi.

Le même jour, le clergé choisit pour députés l'archevêque et M. Gilberté, archidiaque de la grande église, et la noblesse M. de Crémeaux, seigneur de Chamousset (3).

Pour le tiers état, les terriers et maîtres de métiers se réunirent le 6 août (4) et une assemblée des notables fut tenue le 14 août.

Le jeudi 11 septembre, les délégués du tiers vinrent au consulat : de Clapissou, sieur de la Duchère, l'un des prési-

(1) L'archevêque de Lyon était de Marquemont.

(2) Le roi était intervenu à plusieurs reprises dans la lutte des habitants de Lyon contre l'archevêque et le chapitre; en 1295, Philippe le Bel installe un gardiateur chargé de défendre les Lyonnais; par le traité de 1312, le roi acquiert le droit de justice de l'archevêque; son gardiateur prend le titre de sénéchal de Lyon et réunit sous sa juridiction le bailliage de Mâcon et le Lyonnais. Néanmoins, l'archevêque garda encore la justice au premier degré de 1320 à 1563. Le présidial, créé en 1551, fut réuni à la sénéchaussée. Ce tribunal jugeait en dernier ressort jusqu'à 500 livres; les appels allaient au parlement de Paris. Le roi avait installé la sénéchaussée à l'hôtel de Roanne, provenant des comtes de Forez, dont les biens lui étaient échus avec ceux de la famille de Bourbon.

(3) Archives municipales de Lyon, BB 150 p. 271.

(4) Il y eut encore le 9 août à l'Hôtel de Ville une assemblée générale des trois ordres, en présence du gouverneur d'Halin-court.

dents des trésoriers généraux de France (1), du bureau des finances établi à Lyon; Alexandre Bouillod, conseiller et avocat du roi au siège présidial et sénéchaussée de Lyon; de la Salle, conseiller et maître d'hôtel ordinaire du roi; de la Sarra, Mathurin Gallier, Claude Pillot, seigneur du Pont-d'Ain, Jean-François Salvatory, bourgeois de Lyon. Clapisson représentait les trésoriers, Bouillod le présidial et la sénéchaussée et de la Salle et les autres « le général des habitants de la ville ».

On lut en séance les trois mémoires qu'ils apportaient; puis on vida le coffre (2) qui avait été déposé à l'hôtel de ville et on lut à haute voix les papiers qu'il contenait pour en extraire et mettre à part tout ce qui pouvait être utile et y avoir tel égard que de raison (3).

Le mardi 16 septembre, le consulat nomma pour député le prévôt des marchands Austrein; il lui donne « plein pouvoir, autorité et mandement spécial d'aller en la ville de Sens ou ailleurs où, par le commandement de sa Majesté, se fera l'assemblée des Etats... ». Le procès-verbal est signé par Austrein, prévôt des marchands, Dinet, Duboys, Mallo et Raberin, échevins (4).

Pierre Austrein, seigneur de Jarnosse, président en la cour de parlement de Dombes (5) lieutenant particulier en

(1) Les trésoriers de France avaient la direction du domaine de la couronne et des tailles, aides et autres impositions; leurs fonctions étaient relativement peu importantes à Lyon; le roi avait peu de domaines dans la région et les bourgeois de Lyon ne payaient pas la taille.

(2) Le consulat avait fait savoir le 28 août qu'un coffre ou tronc serait dressé dans la cour de l'Hôtel de Ville pour recevoir les plaintes et doléances que chacun désirerait être insérées au cahier de la ville. Le coffre devrait rester ouvert huit jours. Arch. mun. de Lyon, BB, 150, p. 301.

Il avait été fait de même à Paris suivant une proclamation du 27 juin.

(3) Arch. municip. de Lyon, BB, 150, p. 310.

(4) Arch. municip. de Lyon, BB, 150, p. 312.

(5) Le parlement de Dombes, qui avait été créé en 1538, siégeait habituellement à Lyon, par emprunt de territoire.

la sénéchaussée, auditeur de camp (1) en la ville et gouvernement de Lyon, Forez et Beaujolais, fut prévôt des marchands en 1614 et 1615. Il était fils de Henri Austrein, qui avait été échevin en 1576 et 1577 et en 1582 et 1583. Il fut, aux Etats généraux, élu président du gouvernement de Lyon, l'un des douze du royaume (2).

Austrein reçut divers mandats en plus de la représentation de la ville aux Etats généraux, notamment : de poursuivre l'assignation des gages de la capitainerie des clefs et portes (3); d'obtenir des lettres et déclarations du roi aux fins qu'en toutes assemblées de la ville le corps de ville présidera comme il est accoutumé en la ville de Paris; de rapporter le portrait du roi; d'écrire souvent des nouvelles de la cour (4).

Austrein remit la clef des archives à l'échevin Dinet, la clef des poudres à l'échevin Mallo, toucha 900 livres (5) pour ses frais de voyage (6) et partit le dimanche 28 septembre (7).

(1) L'auditeur de camp était un juge militaire nommé par le consulat et qui connaissait de tous les démêlés, meurtres et autres faits graves commis pendant le passage et le séjour des gens de guerre; il faisait l'instruction et le rapport des affaires soumises à un conseil de guerre composé du prévôt des marchands, des échevins et des plus anciens capitaines-pennons.

(2) Arch. municip. de Lyon, BB 152, p. 36.

(3) C'était une affaire qui durait depuis la reddition de la ville à Henri IV. Le consulat avait la garde des clefs des portes de la ville et des chaînes de la Saône; l'édit de 1595 décida que les échevins garderaient les clefs seulement le jour et que la nuit elles seraient remises au gouverneur; l'édit ajoutait que cela ne tirait pas à conséquence pour les privilèges de la ville. Le consulat chercha vainement à reprendre son privilège; la garde des clefs fut refusée à Charles Grolier, procureur général de la ville, qui était allé à Paris, en 1612, pour porter au nouveau roi le serment des habitants de Lyon.

(4) Arch. municip. de Lyon, BB 150, p. 315.

(5) Austrein reçut en tout pour lui et Grolier 6.994 livres 7 sols 6 deniers, y compris les 900 livres touchées en partant, par mandement du 2 juin 1615 (arch. municip. de Lyon, BB, 151, p. 63).

(6) Arch. municip. de Lyon, BB 150, p. 315.

(7) Arch. municip. de Lyon, BB 150, p. 379.

Le 21 octobre, le consulat décida l'adjonction à Austrein de Charles Grolier, procureur général de la ville, et de Jehan de Moulceau, avocat au conseil du roi (1).

Austrein et Grolier rapportèrent « les copies collationnées tant du cahier général dressé par le tiers état de la France et présenté à sa Majesté que du cahier provincial dressé sur les cahiers des bailliages compris sous le nom de l'ancien gouvernement et province de Lyon ». Il fut arrêté le 28 avril 1615 que ces cahiers seraient conservés et « à ces fins réunis ès archives de ladite ville » (2).

(1) Arch. municip. de Lyon, BB 150 p. 383.

(2) Arch. municip. de Lyon, BB 151 p. 53. Délibération signée de : Austrein, Jehan Duboys, Landry, Jacques de Bais, conseiller du roi, juge gardien et conservateur des privilèges royaux des foires.

Ayant pleu au roy convoquer l'assemblée generale des estats de son royaume, pour ouyr les remonstrances et doléances de ses subjects et pourvoir aux desordres et confusions que la negligente observation de ses ordonnance et licence du temps ont apporté en icelluy les sieurs prevost des marchands et eschevins de la ville de Lyon. Après diverses assemblées generalles faictes tant des principaux sieurs ecclesiastiques officiers de la Justice finance et eslection (1) Notables bourgeois et marchands que des terriers et maistres de mestiers suivant l'ancienne et louable coustume et reçu d'eux les memoires et instructions par les deputés de tous lesdits corps qu'ils ont désiré estre inserées au present cayer general et icelles avec eux pesées, digérées et arrestées. Comme aussy les memoires et advis qui ont esté trouvés dans le coffre ou tronc dressé dans la basse cour de l'hostel commun de ladite Ville, pour recepvoir toutes instructions de ceux qui ne voudroient estre congus ont résolu avec lesdits advis et dressé le present cayer pour estre delivré audit sieur prevost des marchans député de la ville et icelluy par luy présenté et rapporté auxdits estats comme s'ensuit.

1. — Seront rendues grâce tres humbles à la Royne de sa bonne administration durant sa regence avec recongnissance et louanges que par sa prudence singuliere sage conduite et continuel travaux S^a Majesté a procuré et maintenu la tranquillité publique de ce royaume et conservé et acreu dedans et dehors Icelluy l'honneur de la France et reputation de l'Estat.

2. — Sera sa Majesté tres humblement suppliée de con-

passe au cahier
provincial art. 1.
passe de même
au preambule du
cahier general.

(1) Le ressort du bureau des finances de Lyon comprenait 5 élections : Lyon, Montbrison, Saint-Etienne, Roanne et Villefranche.

tinuer et despartir son assistance et ses prudens conseils au Roy son fils avec le mesme soing qu'elle a cy devant employé en la direction des affaires en sa minorité (1) au moyen desquels l'Estat prosperera en toutes ses parties et les peuples en recepvront le soulagement esperé en leurs miseres.

— passe de mesme que dessus audit art.

— passe audit preambule du cahier general.

3. — Sera aussy rendu un tres humble remerciement à la Royne de ce que par sa prudence et bonté envers eux il luy a pleu confirmer et continuer Monseigneur d'Alincourt en la charge de leur gouverneur de laquelle il s'est si dignement acquicté de ceste ville et province de ce gouvernement ont esté heureusement regies et conservées au devoir et obeissance deus au Roy par ses sages conseils et soubz la douceur des commandements des seigneurs En sorte que cedict gouvernement a esté exempt de toutes factions contraires au service de sa Majesté dou se peut esperer qu'il en sera de mesme pour l'advenir estant lesdits habitans tres disposes à exposer leurs vies et biens soubz une sy asseuree conduicte pour se maintenir en l'obeissance tres fidelle que doibvent les subjects à leur Roy et souverain seigneur Et pour la conservation de son autorité souveraine.

— passe au 2 article idem au cahier general art. 6.

Depuis qu'il a pleu au Roy de regarder d'ung oeil pitoyable et benin l'oppression et la calamité de son pauvre peuple par la Convocation des estats pour ouyr avec ung cœur paternel leurs remonstrances plainctes et doleances sa Majesté est tres humblement suppliée de luy donner soulagement après ses plainctes ouyes et son mal recongneu et ne renvoyer les deputés de l'Assemblée en leurs provinces vuides par le delay de la response a ses cayers et sans le fruit que son pauvre peuple attend et se promet de sa sainte intention et soing paternel et des plus importants et comme dernier remede.

(1) Le roi avait été déclaré majeur le 2 octobre 1614.

CHAPITRE DE L'ESGLISE

Que les reglements portés ès premier, deuxiesme, troi-siesme, cinquiesme, huictiesme et neufviesme articles de l'ordonnance faicte sur la requisition des estats de Bloys (1) touchant les nominations des benefices soyent exactement observés nonobstant toutes dispenses ou clauses desroga-toires.

Que les articles desdits estats d'Orleans et Bloys touchant les residences et visitations des prelates soient gardés.

Que les cures et vicaires perpetuels et beneficiers ayant charge d'ames resideront en leurs benefices nonobstant toutes dispenses soit en faveur des estudes soit par privi-lège de servir es esglises cathedralles ou collegiales (2) et

5. Nomination des benefices.
passe au 3 ar-ticle idem au cahier general art. 179.

6. Residences et Visitations.
passe au 4 ar-ticle idem au general art. 12.

7. Residence des cures.
passe au 5 ar-ticle idem au general art. 14.

(1) Suivant l'art. 1 de l'ord. de Blois, le roi nommera aux té-néfices des personnes d'âge, prudhomie, suffisance et autres qualités requises; il ne nommera qu'un mois après la vacation et après ren-seignements pris auprès de l'évêque diocésain. L'art. 2 ordonnait que les archevêques et évêques devaient être âgés de 27 ans et avoir passé un examen de capacité devant un archevêque ou évê-que et deux docteurs en théologie; — l'art. 3, qu'il serait procédé à l'élection du bénéficié dans les monastères chefs d'ordre comme Cluny, Cîteaux, Prémontré, Saint-Antoine-de-Viennois, etc., et de même à Saint-Edme-de-Pontigny, La Ferté, Clervaut et Morimont, les quatre premières filles de Cîteaux; — l'art. 5, que ceux qui seraient nommés devraient obtenir leurs bulles et provisions dans le délai de neuf mois après leur nomination; — l'art. 8, que les archevêques et évêques devraient être consacrés dans les trois mois à peine de restituer les fruits perçus et dans les six mois de pou-voir être privés de leur bénéfice; — l'art. 9, que les abbés et prieurs ayant l'âge requis par les conciles devraient être ordonnés prêtres un an après leur provision, à peine que leurs bénéfices seraient au bout de deux ans déclarés vacants.

(2) La collégiale était une église ayant un chapitre, mais pas d'évêque.

autres quelconques et a ce contraincts par les juges par saisie de leur temporel.

8. Entretien
du service et re-
gularite.
passe au 6 art.

Que injonction sera faicte a tous Evesques, Abbes prieurs et Chappitres qui ont benefices unis de faire entretenir le dixin service et la regularite aux beneficiers regulliers selon leurs fondations et a ce soyent contraincts par les baillis et seneschaux et leurs lieutenans par saisie de leur temporel.

9. Renovation
des economats.
passe au 7 art.
id. au general
art. 77.

Qu'il n'y aura plus d'economés (1) mais les fructs des preslatures abbayes et benefices vaccants soyent prins et recueillis par les chappitres et autres communaultés esle-siastiques pour les conserver à qui il appartiendra, dont le tiers sera donné aux pauvres.

10. Prebende
preceptoriale.
passe au 8 art.
id. au general
art. 20.

Que les articles neufviesme d'Orléans (2) et de Bloys touchant le revenu des prébendes (3) destinées pour l'entretien d'ung precepteur pour l'instruction de la Jeunesse sans sallaire sera executee sans dissimulation par les prélats dans les troys moys et à faulte de ce faire enjoinct aux juges royaux de faire saisir le temporel des chappitres et communaultés jusques à la somme de trois cent livres et faire mettre en execution lesdits réglemens.

11. Idem.
passe au 9 art-
id. au general
art. 21.

Et d'autant qu'il y a plusieurs villes esquelles il n'y a des Esglizes cathedralles et collégiales ou prieurés conventuels suffisans pour payer ung precepteur qu'il soit prins sur les prieures non conventuels (4) excédant la somme de quatre cent livres de revenu annuel pour fournir ou par-fournir ladite somme de trois cent livres à quoi lesdits benefices seront tenus de contribuer à proportion de leur

(1) L'économe prenait soin des bâtimens, recevait et distribuait les aumônes, d'une façon générale s'occupait du temporel.

(2) L'article 9 de l'ord. d'Orléans ordonnait que ce précepteur serait choisi par l'évêque, les chanoines et les maire, échevins, conseillers ou capitouls de la ville.

(3) Le patrimoine d'un chapitre était, lorsque les chanoines cessaient de vivre en commun, divisé en parts individuelles; la prébende était une de ces parts.

(4) Les prieurés non conventuels étaient les prieurés en com-mende dont le bénéfice appartenait à un laïc.

valleur et pour icelle puissent amortir les bénéfices simples despendants de leurs bénéfices.

Le onziesme article de Bloys (1) contre la pluralité des benefices observé par les rigueurs y portées.

Qu'aux cures unies aux esglizes cathedrales, collégiales, abbayes et prieures y aie des vicaires perpetuels qui facent la charge et fonction en l'administration des sacrements sans demander congé au curé primitif nonobstant tous privileges au contraire. Et luy soit assigné par le cure primitif sa portion congrue jusques à la somme de six vingts livres au moins.

Seront semblablement etablys des vicaires perpetuels commé dessus ès parroisses annexées a autres parroisses ou il y a des cures et pourvu à l'entretien desdits vicaires perpetuels par lesdits archevesques et evesques ainsi qu'ils verront estre raisonnable.

Et d'autant que l'ignorance et scandalle qui ne sont que trop frequents es cures et parroisses tant des villes que lieux champestres proviennent du peu de revenu desdites cures estant les dismes perçues par autres que lesdits curés et vicaires perpetuels et affin d'inciter à l'estude ceux qui desireront servir Dieu en desservant lesdites parroisses voyant quelque honeste moyen de s'entretenir en icelles seront les simples benefices chappelles et fondations estant dans lesdites esglizes ou parroisses unis par l'archevesque ou evesque diocésain dans six mois auxdites cures outre les portions congrues et ce jusques à la somme de trois cent livres en tout de revenu annuel à la charge de satisfaire par lesdits cures ou vicaires perpetuels à l'intention des fondations et sera procede auxdites unions premiere-ment desdits benefices simples et chappelles ou fondations qui seront à la nomination et collation desdits archevesques et evesques et s'il n'y en a en suffisance de ceux qui

12. Pluralite des benefices ostee.

Passé au 10^e art. id. au general art. 22.

13. Vicaires perpetuels en toutes cures à 200 l.

Passé au 11^e art. passé au general art. 25.

14. Vicaires perpetuels et annexés.

15. Dotation des cures.

Passé au 10^e art. id. au general art. 27.

(1) L'art. 11 de l'ord. de Blois défendait de tenir à la fois deux archevêchés, évêchés ou cures.

seront à la presentation collation ou patronnage ecclésiastique et finalement celles qui seront de patronnage lay. Et ce nonobstant tous lesdits droicts de patronnage ecclésiastiques et lays et toutes appellations interjettees mesme comme d'abus lesquelles n'auront pour ce aucung effect suspensif.

16. Administration des saints sacremens gratuite.

passé au 14 article idem au cahyer general art. 28.

17. Idem des expéditions.

passé au 15 art. id. au general art. 44 et 57.

18. Registres des baptistères.

passé au 16 article idem au cahyer general art. 32.

Que l'article quinziesme des estats d'Orléans (1) deffendant l'exaction d'aucune chose pour l'administration des saints Sacremens sepultures et toutes autres choses spirituelles soit suivy nonobstant toutes ordonnances coustumes et usances au contraire, et pourveu a l'entretien des curés et vicaires par l'Union des simples benefices et chapelles comme est contenu au preceddant article.

L'article vingtiesme des estats de Bloys (2) soit aussy observe pour ne rien exiger des collations des ordres lettres de tonsures dimissoires et testimonialles soit pour le scel ou autrement, sauf aux greffiers pour leurs sallaires desdites lettres dimissoires ou testimonialles la dixiesme partye d'un escu.

Soit enjoinct (3) à tous cures et vicaires à la dilligence des procureurs du Roy apporter es greffes des bailliages et seneschaussées par chacun an les registres des baptêmes et sepultures et aux juges les paraffier bastonner et chiffrer en chacune page sans que eux ny leurs greffiers puissent prendre aucung salaire pour la reception paraffe et chiffrer desdits registres et qu'a ce faire lesdits juges puissent contraindre lesdits cures par saisie du temporel de leurs cures (4).

(1) L'art. 16 de l'ord. d'Orléans défendait d'exiger une rétribution pour l'administration des sacremens « nonobstant toutes louables coutumes et commune usance », laissant à la discrétion et à la volonté de chacun de donner ce que bon lui semblerait.

(2) Le présent article résume l'art. 20 de l'ord. de Blois.

(3) Les condamnations de la sénéchaussée ne furent jamais exécutées.

(4) La tenue de registres de l'état civil avait été visée par l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539 : l'art. 50 prescrit que des registres seraient tenus par les chapitres, collèges, monastères et

Que les pensions sur les cures soient declarees nulles et ceux qui tiennent des cures à la charge d'icelles decharges de les payer et pour les pensions qui sont sur les autres benefices ne soient prinses qu'en cas de droit.

Que l'article cinquante deuxiesme de Bloys (1) concernant la restauration des esglises et entretenement d'icelles et des ornements servant au divin service soit executé dans six moys. Enjoinct aux juges royaux d'y tenir la main et en cas de negligence desdits evesques de le faire executer.

Qu'es religion des femmes l'élection aura lieu suivant le troisieme article d'Orleans (2).

19. Pensions sur cures nulles. passe au 17 art. id. au general art. 26.

20. Reparations des eglises-passe au 18 art. id. au general art. 64.

21. Abbesses electives. passe au 19 art. id. au general art. 44.

cures pour les sépultures de personnes tenant bénéfices, afin de faire la preuve de la date de leur mort ; l'art. 51 prescrit la même mesure pour les baptêmes, avec indication de l'heure de la naissance ; l'art. 52, que ces registres seront signés par un notaire ; l'art. 53, qu'ils seront portés chaque année au greffe du prochain bailli ou sénéchal pour que l'on puisse y avoir recours quand besoin sera ; les art. 54 et 55, que les domestiques du défunt devront faire immédiatement la déclaration du décès et qu'il sera fait une enquête avant la sépulture pour fixer l'heure de la mort.

L'art. 181 de l'ord. de Blois, pour éviter la preuve par témoins, en ce qui concerne les naissances, les mariages et les décès, ordonne aux greffiers d'obliger les curés à leur apporter deux mois après la fin de l'année les registres des baptêmes, mariages et décès, et de garder ces registres et en délivrer extrait aux parties qui le requèreront.

L'art. 29 de l'ord. de 1629 prescrit de porter les registres dans le délai d'un mois à peine de 50 livres d'amende. L'art. 1 de l'ordonnance de 1639 prescrit la proclamation des bans par les curés des deux époux et interdit aux curés de marier autres personnes que leurs paroissiens sans la permission de leurs propres curés.

(1) L'art. 52 de l'ord. de Blois prescrit que les archevêques et évêques, en faisant leurs visitations, veilleront à ce que les églises soient munies des livres, croix, calices et cloches nécessaires au service divin, et à ce qu'elles soient restaurées et entretenues, en déterminant la part de frais à la charge des curés, marguilliers et paroissiens.

(2) D'après l'art. 3 de l'ord. d'Orléans, les abbesses et prieures doivent être élues par les religieuses de leur monastère et pour trois ans.

22. Vie en commun des religieux.

 passe au 20 article.

23. Reduction des petits couvents des nonnains.

 passe au 21 art. id. au general art. 37.

24. Closture des religieuses.

 passe au 22 art. id. au general art. 34.

Que les religieux et religieuses vivront en commung a peyne d'estre prives de leurs revenus et soit en ce cas procedde a la saisie d'iceux par les juges ordinaires des lieux nonobstant toutes oppositions ou appellations.

Que les religieuses moniales qui ne sont qu'en nombre de six dans leurs prieurés ou maisons des champs et au dessoubz soyent transferées dans les grandes villes avec leur revenu, affin que de divers petits prieurés en soit faict ung suffisant pour l'entretien du nombre (1). Que les archevesques evesques et superieurs et en deffault les ungs des autres jugeront convenable et ce dans six moys. A quoy faire seront assistés des baillifs et seneschaux ou leurs lieutenans a la requisition des procureurs du Roy Maires et eschevins des villes et proceddé à l'exécution de ce que dessus par provision nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans prendre autre commission ou mandement.

Sera l'article trente uniesme de Bloys (2) pour la clos-

(1) C'est un fait particulier à Lyon pour l'administration des communautés religieuses. Le consulat se préoccupe de leurs ressources pour s'assurer qu'elles puissent vivre de leurs propres revenus.

Il y avait à Lyon un grand nombre de communautés religieuses dont plusieurs depuis longtemps : l'abbaye de St-Pierre (vir^e siècle), les Jacobins (1218), d'abord montée du Gourguillon, puis rue Confort, les Célestins (1374), les Cordeliers de Saint-Bonaventure (1220) et de l'Observance, à Vaise (1494), les Capucins (1574), les Augustins, les Minimes sur la colline St-Just (1550), les Chartreux (1584), sur la côte St-Vincent, etc.; un grand nombre de communautés y sont fondées au début du xvii^e siècle (Jésuites du grand collège en 1564 et rue Ste-Hélène en 1603, Pères de l'Oratoire à St-Polycarpe, en 1616, les Récollets, 1622) et notamment des communautés de femmes : Ursulines, couvents créés en 1612 rue Vieille-Monnaie et en 1633 à St-Just, religieuses de Ste-Elisabeth (couvent de Bellecour), en 1617, Carmélites de Notre-Dame de la Compassion, couvent créé en 1616 par Jacqueline de Harley, femme du gouverneur d'Halin-court, Annonciades, dites bleu-célestes, couvent créé en 1625 sur la côte St-Vincent par Gabrielle de Gadagne, couvents de la Visitation, place Louis-le-Grand (1614) et à l'Antiquaille (1627), etc.

(3) L'art. 31 de l'ord. de Blois enjoignait aux archevêques, évêques et autres supérieurs de veiller à la clôture des religieuses qui ne devaient ni sortir du couvent, ni entrer en religion sans la permission de leur supérieur.

ture des religieuses soigneusement executé dans six mois et passe outre nonobstant toutes oppositions ou appellations.

Que les valides non extropiés ne soient pourvus des places des religieux laïcs aux abbayes, et les pourvus en soient rejettes pour estre les places remplies de personnes de la qualité requise.

Que les archevesques et evesques dresseront et institueront en leurs diocèses des seminaires suivant le vingt quatriesme article de Bloys (1) et pourvoiront à l'exécution (2) desdits seminaires dans deux ans pour tous delays à la fondation et dotation desquels seront tenus les chappitres des esglises cathedrales collegialles Abbayes prieurés conventuels et autres excédant en revenu annuel la somme de cinq cent livres y contribuer sellon ce qu'il sera advisé par lesdits Archevesques evesques et lesdits beneficiers nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

Que toutes reserves de benefices soient declairees nulles (3).

Que toutes actions de perfidie en matiere de garde de benefices soient desniées et ordonné que lors que telles promesses viendront à la notice des juges que les contractans directement ou indirectement soient prives de tous droicts auxdits benefices et multes d'amendes.

25. Places des religieux laïcs.
passe au 23 art. id. au general art. 90.

26. Seminaires.
passe au 24 art. id. au general art. 17.

27. Reserves des benefices nulles.
passe au id. au cahier general art. 8.

28. Actions de perfidie ostées.
passe au 26 art.

(1) L'art. 24 de l'ord. de Blois enjoignait aux archevêques et évêques de créer des séminaires et de pourvoir à leur dotation par union de bénéfices.

(2) L'école des clercs de St-Jean devint séminaire en 1617; c'était l'antique école de Leidrade (archevêque de Lyon en 798 et missus dominicus); le séminaire St-Irénée fut créé en 1659 par l'archevêque Camille de Neuville.

(3) Les papes s'étaient réservé la collation des bénéfices dont le titulaire se trouvait à Rome au moment de son décès; c'est par ce moyen que la cour de Rome se fit verser les revenus de la première année de tout bénéfice concédé (annates).

29. Confidance punie.
passe au 27
art. id. au ge-
neral art. 54.

La confidance punie par les juges royaux comme la simonie (1).

30. Simonie et concubinage.
passe au 28
art. id. au ge-
neral art. 53.

La simonie et concubinage des ecclesiastiques declares cas privileges et punis par les juges royaux exemplairement.

31. Ecclesiastiques non fermiers.
passe au 29
art. id. au ge-
neral art. 58.

Que les personnes ecclesiastiques ne soyent fermieres ou associees aux fermes sy ce n'est pour le regard des dismes et autres droits ecclesiastiques qui se recueillent en leurs parroisses et ne facent traffiq de marchandise.

32. Examen contre les gradues.
passe au 30
art.

Que pour faire cesser l'effect de l'abbus qui se commet par les docteurs regens a conceder lettres de degre. Que les gradues ne soient receus à s'insinuer aux esglizes collegialles ny a aspirer à aucung benefice « in vim » de leurs degres, s'ils n'ont souffert l'examen de trois personnes de doctrine que l'evesque aura depute et ce en la presence de l'official, et sera faict acte de la capacite ou incapacite d'icelluy qui se presentera.

33. Fermiers des benefices françois.
passe au 31
art. id. au ge-
neral art. 63.

Qu'ès benefices ny puisse avoir des vicaires ny fermiers que Francois naturels nonobstant toutes dispenses a peyne de la perte des fruicts qui seront assignes aux pauvres et hospitaux plus prochains.

34. Observation des festes.
passe au 32
art. id. au ge-
neral art. 42.

Que les vingt quatre et vingt cinquiesme articles d'Orléans et trente huictiesme de Bloys (2), concernant les def-

(1) La simonie était l'achat et la vente de choses sacrées, telles que les sacrements, les bénéfices ecclésiastiques; la confidance était un fidéicommiss servant à faire passer à un laïque les revenus d'un bénéfice ecclésiastique..

Les art. 21 de l'ord. de Blois et 18 de l'ord. de 1629 demandent des peines sévères contre la simonie et la confidance.

(2) Les art. 24 et 25 de l'ord. d'Orléans défendaient au joueurs de farces, bateleurs, etc., de jouer les dimanches et fêtes aux heures du service divin, de se vêtir d'habits ecclésiastiques et de jouer des choses dissolues et de mauvais exemple, et aux cabaretiers, taver-niers et maitres de jeux de paume, de recevoir aux mêmes heures; ces prescriptions sont confirmées par l'art. 33 de l'ord. de Blois.

fenses des marchés foires danses jeux et cabarets soyent observez aux peynes y portées enjoinct a tous juges de les faire executer à peyne d'en repondre en leurs propres et privés noms.

Que tous sorciers et devins enchanteurs magiciens noueurs d'esguillettes tourneurs de sacs et autres de telles pernicieuses qualités soient punis de mort par les baillifs et seneschaux et juges presidiaux au nombre de sept et les sentences d'iceux executees nonobstant l'appel.

Les faiseurs de pronostication et almanachs excédant les termes de l'astrollogie licite seront punis extraordinairement suivant le trente sixiesme article de Bloys (1).

Que l'article trente cinquiesme des ordonnances de Bloys contre les blasphemateurs du nom de dieu et de sa tres sainte mere et des saints soit exactement observe.

Qu'au surplus les reglements faicts sur la requisition des estats d'Orléans et de Bloys qui ne sont revocqués ni moderes cy dessus soyent inviolablement gardes et entretenus sans que les juges souverains ou autres y puissent contrevenir sur peyne de nullité de leurs jugements.

Et bien que par le soixante uniesme article de Bloys (2) soit ordonne que les ordinaires ne pourront estre contraincts par les cours de bailler vicaires que pour certaines bonnes causes et raisonnables et qu'il ne soit parle audit article que des ordinaires (3) au premier degre de jurisdiction et non des causes d'appel et degres superieurs neantmoins

35. Contre les sorciers.

passé au 33 art. id. au general art. 120.

36. Contre l'astrologie illicite.

passé au 34 art. id. au general art. 120.

37. Contre les blasphemateurs.

passé au 35 art. id. au general art. 43.

38. Observation des anciens reglements.

passé au 36 art.

39. Jurisdiction des primices.

passé au 37 art.

(1) Cet article reproduit l'art. 36 de l'ord. de Blois, qui prescrivait en outre que les imprimeurs ne pourraient publier ces écrits sans le visa de l'archevêque ou évêque.

(2) D'après l'art. 61 de l'ord. de Blois les ordinaires ne pouvaient être contraincts de bailler vicaires, sauf le cas où les cours de parlement auraient ordonné qu'en certaines causes ils baillent vicaires à deux de ses conseillers.

(3) Le juge ordinaire était l'official : l'évêque, qui avait en sa personne l'autorité judiciaire, avait d'abord délégué l'archidiaque, qui prit l'habitude de juger en son propre nom; ensuite, il confia

la cour de parlement de Paris ordonne des vicariats et des conseillers d'icelle ès appellations de la primace (1) qui est le degré d'appel de plusieurs archevesches et evesches qui toujours a esté faict à Lyon ou est le siege de 'a primace estably ce qui rapporte grand prejudice a ladite Ville qui par la frequentation de ceux qui y ont affaire se rend meilleure, Plaise au Roy que lesdites causes de la primace seront ventillees à Lyon suivant qu'il a esté de tout temps nonobstant tous vicariats donnees ou a donner par vos dites cours.

cette mission à l'official, choisi généralement en raison, non de ses fonctions ecclésiastiques, mais de ses capacités juridiques, et révocable *ad nutum*. Les officialités sont aujourd'hui toutes égales.

(1) La primatie de l'Eglise de Lyon est affirmée par une bulle de Grégoire VII de 1079. La primace de Lyon recevait les appels des officiaux de Paris, Sens et Tours.

HOSPITAUX ET AULMOSNES

Que les aulmosnes qui soullaient estre faictes es evesches abbayes et autres benefices soyent continuees et affin que les pauvres n'en soyent frustres à l'advenir, les tiltres desdits benefices et fondations soyent reveus et inventories par les officiers Royaux pour demeurer lesdits inventaires au greffe et d'abondant en soit informe par tesmoingts pour contraindre les eclesiasticques a faire et continuer lesdites aulmosnes et y soient contraincts par saisye de leurs temporels. Et qu'es Villes esquelles il a esté pourveu à nourrir les mendians par closture Que lesdites aulmosnes soyent remises ès mains des recteurs et administrateurs d'icelles pour estre employées en la nourriture desdits pauvres et pour les autres Villes Bourgs et parroisses qu'elles soyent distribuees par les aumosniers et consuls ou eschevins des Villes aux seuls pauvres des lieux et non à ceux qui ont moyen de se nourrir et entretenir.

Qu'en mesme Ville et faux bourgs les revenus et fondations des petits hospitaux soyent unis aux grands (1) à la charge des fondations.

Que tous malades et lepreux demeurent ès léproseries,

(1) Le grand Hotel-Dieu, hopital général de Notre-Dame-de-Pitié du pont du Rhône, datait de 1182; le consulat en avait remis l'administration à une commission spéciale de recteurs en 1583; l'hôpital de Childebert et de la reine Ultrogothe, fondé au vi^e siècle, était sur la Saône, place de la Douane; l'hôpital des Catherines exista de 1014 à 1655; il y avait un établissement de recluses, rue Saint-Jacques, dans le quartier de la place Louis-le-Grand : un traité intervint en 1702 entre les échevins et les recteurs des hospitaux pour faire enfermer les « maquerelles et coureuses de profession ».

40. Inventaire des tiltres des hospitaux.

 passe au 33
art. id. au général art. 59 art.
84/85.

41. Petits hospitaux unis.

 passe au 54
art.

42. Lepreux renfermes.

 passe au 55
-art. id. au général art. 83.

maladeries et hospitaux du lieu ou ils sont sinon aux plus prochains sans vaguer de lieu à autre. Et sellon qu'il sera ordonné par les juges avec congnoissance de cause appele esquels l'administration desdites maladeries et hospitaux appartient et pour ce soyent faictes deffences au grand aulmosnier (1) cy après bailler provision ains seulement simples commissions (2) adressees aux juges royaux et ce aux lieux ou il a droict.

43. Exemption
des hospitaux.
passe au 56
art. id. au ge-
neral art. 87.

Que les hospitaux leproseries et maladeries et corps d'aumosnes soyent exemptes des decimes (3) alienations francs fiefs et nouveaux acquests (4).

44. Legs à pies
causes.
passe au 57
art. id. au ge-
neral art. 33.

Que tous curés vicaires notaires et autres personnes publiques qui auront receu testamens ou autres dispositions portant legats aulmosnes fondations aux pauvres et lieux

(1) Le grand aumônier était un officier de la couronne; c'était un office très ancien, érigé officiellement par Charles VIII (1483) ; l'aumônier du roi devient grand aumônier de France en 1543. Il avait la surintendance des hôpitaux et le privilège de conférer des bénéfices ecclésiastiques qui étaient à la nomination du roi. Il avait en outre, comme le grand maître de l'artillerie, le droit de prendre les ustensiles de cuisine dans les villes prises d'assaut.

Français I^{er} avait enlevé au grand aumônier la visite des hospitaux pour la donner aux ordinaires. Henri II avait rétabli, puis à nouveau supprimé, le droit du grand aumônier.

(2) La provision était un titre, la commission un mandat révocable *ad nutum*.

(3) Les décimes étaient la contribution consentie par le clergé sur les bénéfices ecclésiastiques : leur origine est la dîme saladinne pour la croisade de Philippe-Auguste ; cette contribution fut contestée par la papauté (bulle Clericis laicos de Boniface VIII) ; elle devint régulière à partir du concordat de 1516 ; le contrat de Poissy (1561) entre le roi et le clergé la fixa à 1.600.000 livres, pendant six ans ; il fut renouvelé en 1580 à 1.300.000 livres, puis en 1596, 1606, 1615.

(4) Le droit de franc-fief et nouveaux acquêts était perçu pour autoriser les non nobles à acquérir un fief ; ils ne pouvaient acquérir un fief, suivant une ordonnance perdue du XIII^e siècle, dont parle longuement Beaumanoir ; cette acquisition ne conférait pas la noblesse (art. 258 de l'ord. de Blois).

pitoyables soyent tenus dans le moys après le deceds des testateurs le declarer aux bureaux des pauvres administrateurs des lieux pitoyables et leur en bailler extraict signe de leurs mains a peyne de payer en leurs propres noms les sommes et choses recellees avec interests et amende arbitraire. Le semblabe soit faict par les heritiers des testateurs ayant en leur puissance leurs testamens et autres dispositions.

Qu'es Villes ou il a este et sera pourveu à la nourriture des pauvres ainsy qu'il a ete faict à Paris (1) et à Lyon. Il soit permis aux prevost des marchands maires et eschevins d'icelles faire contribuer tous les habitans et autres ayans maisons et revenus en icelles de quelque qualité privileges et conditions qu'ils soyent et que les taxes qui seront par eux faictes seront executees nonobstant oppositions ou appellations quelconques en presence du juge et procureur du roy ou d'office ainsy qu'il se pratique en la Ville de Paris. Et le roy supplié d'autoriser et confirmer la police à ces fins dressee et instituee en ladite ville de Lyon (2).

Serait expedient de dresser et establir des monts de pieté es villes de Paris, Lyon Thoullouze Rouen Bourdeaux Marseille et autres bonnes Villes pour prester argent aux pauvres habitans a ung denier ou ung liard pour livre sur gages mobillaires a l'instar de ceux d'Itallie qui sera pour

45. Pauvres.
passe au 58
art. id. au ge-
neral art. 91.

46. Monts-de-
pieté.
passe au 59
art.

(1) Une déclaration de février 1551 établissait à Paris une taxe pour l'entretien des indigents.

(2) Les secours réguliers aux pauvres datent de la grande disette de 1531; il y eut un bel élan de charité pour aider aussi bien les pauvres de la ville que tous les malheureux qui s'y étaient réfugiés. À la fin de la crise, comme il y avait un reliquat, on eut l'idée de créer une caisse permanente de secours; le premier souscripteur fut Jean Kléberg de Nuremberg, surnommé « le bon Allemand ». Ce fut l'origine de l'Aumône générale, aujourd'hui hospice de la Charité. Les statuts sont de 1533; les bâtiments furent construits en 1617.

obvier a la rapacité d'aucuns qui font lesdits prêts à perte de finance avec une usure immense et execrable (1).

(1) Le premier Mont-de-Piété que l'on connaît, à part celui de Fresingen, en Bavière, qui aurait existé en 1198, est celui de Salins; les bourgeois de la ville se cotisèrent et réunirent un capital de 20.600 florins pour fonder un établissement de prêts sur gages destiné à éviter l'usure. Mais l'institution se développa surtout en Italie au xv^e et au xvi^e siècles et d'abord sous l'impulsion d'un moine de Terni, Barnaba, qui prêchait contre les usuriers et les Juifs; on trouve un mont-de-piété à Pérouse, en 1440, à Orvieto, en 1464, et successivement dans beaucoup de villes d'Italie; ils furent autorisés par le concile de Latran de 1512. Il y en a un à Avignon en 1577, à Beaucaire, en 1583; ils sont établis dans les Pays-Bas en 1618.

CHAPPITRE DE L'ESTAT ET POLICE EN GENERAL

Qu'il soit ordonné pour obvier cy apres a toutes ligues partialités et entreprinses qui se font journellement contre l'autorite du Roy bien et repos de son royaume que toutes personnes de quelque estat qualité et condition qu'ils soyent qui prendront par cy apres les armes feront amas de gens Aurent associations avec aucungs princes et republicques estrangers feront levée de deniers ou aurent intelligence dedans ou dehors le royaume sans le seu et expres commandement du Roy et sans ses lettres patentes scellées de son grand scel soyent declares rebelles et criminels de leze Majesté ennemis du Roy et du Royaulme et privés de tous estats avec confiscation de corps et de biens (1).

D'autant que la venalite des charges est l'ung des plus grands desordres qui soit en ce royaume et dont peuvent provenir des plus dangereux inconveniens la licence ayant passé sy avant que d'avoir donne prix aux charges les plus sacrees et importantes comme celles qui approchent la personne du Roy de la couronne et millitaires et les gouvernemens des provinces places et forteresses (2), il plaise au

47. Autorite du Roy.

 passe art. 223
 passe au cahier
 general art. 3
 et 5.

48. Venalite des charges de l'Estat abolies.

 passe art. 254
 id. au general
 art. 129 pour la
 charge de conestable 130/134.

(1) Cet article montre combien les Lyonnais avaient gardé un mauvais souvenir des guerres de religion, qui avaient été marquées à Lyon par la domination protestante et les dévastations du baron des Adrets (1562-1563), les massacres de 1572, l'adhésion à la Ligue (1589), la lutte du gouverneur Nemours et de l'archevêque Pierre d'Epinaç, la soumission au roi (1594), qui avait coûté à la ville l'indépendance du consulat.

(2) Il n'est pas possible de déterminer depuis quand les charges étaient vénales. Pratiquement, le roi demandait un sacrifice d'argent sous forme de prêt pour laisser en charge.

Il n'y a pas de législation précise pour les grandes charges visées par cet article. L'hérédité devint un fait courant au xvii^e siècle.

A Lyon, la charge de gouverneur fut héréditaire dans la famille

Roy d'en pourvoir gratuitement suivant la louable coutume de tous temps observée par ses predecesseurs Roys d'heureuse memoire ceux qui par longs et recommandables services seront recongneus les avoir meritées.

49. Suppression des officiers.

passé art. 296 et suivans au chapitre des suppressions.

Que le nombre effrene des offices soit reglé et la suppression ordonnée sur la requisition des estats à Bloys (1) exécutée et ceux qui depuis ont esté erigés aussy supprimés sans esperance d'estre jamais remys en remboursant ceux qui en seront pourvus de la finance qui se trouvera sans fraude et desguisement estre entrée aux coffres du Roy ou par mort.

50. Remboursement des officiers.

Idem.

Qu'il soit permis aux provinces villes et communaultes de pouvoir rembourser (2) lesdits officiers supernuméraires ou aucuns d'iceux. Et que toutes declarations qui seront données au contraire soyent déclairees nulles.

51. Vénalité de tous officiers interdite.

Que nul office de judicature ou autre puissent estre cy apres hereditaires ny venaux nonobstant tous edicts au contraire qui demeureront cassés revocques quelque finance qui aye esté pour ce payée mesme celluy du droict annuel vulgairement appelé paulette (3).

de Villeroy. Charles d'Halincourt était le gendre de Mandelot, qui avait été gouverneur sous les guerres de religion ; Charles de Savoie, duc de Nemours, lui succède, puis César, duc de Vendôme, âgé d'un an ; d'Halincourt ayant été compromis pendant la ligue, ce fut Philibert de la Guiche qui exerça les fonctions ; d'Halincourt en fut chargé en 1608 et fut en titre en 1612. Il eut pour successeurs Nicolas de Neuville, duc de Villeroy (1642), François de Neuville (1685), le second maréchal de Villeroy (1703). Saint-Simon appelle les Villeroy « les rois de Lyon ».

(1) Suivant l'art. 100 de l'ord. de Blois, les offices devaient être réduits au nombre ancien et donnés à personnes de qualité requise sans aucun payement ; le roi exprime l'intention de faire cesser la vénalité des offices, « laquelle à notre très grand regret a été soufferte pour l'extrême nécessité des affaires de notre royaume ».

(2) Le rachat des offices est un système dangereux : le roi prend l'habitude de créer des offices inutiles pour se les faire racheter ; Richelieu donna une grande extension à la combinaison.

(3) Les pourvus d'office vendaient leur charge moyennant le payement du quart de la valeur officielle et à condition de survivre quarante jours à la cession ; un arrêt du conseil, rendu le 7 décembre

Que toutes survivances (1) soient revocquées encores que les resignataires aient esté receus à faulte de se demettre actuellement par les resignants de leurs offices ung moys apres la publication de l'edict au proffict desdits resignataires, pourveu qu'ils soient de l'age qualité et experience requis par les ordonnances.

32. Survivances revocquées.

Que commissions soient decernées pour la recherche de ceux qui auront mal versé et manié les finances du Roy et des officiers qui ont eu part association ou pensions des partisans et fermiers (2) contre les ordonnances et devoir de leurs charges pour estre les deniers qui proviendront desdites recherches employes au remboursement des offices supprimez les plus dommageables au bien de l'estat et sans que les dits deniers puissent estre divertys ny employes ailleurs mesme qu'aucung don ou composition en soit faicte.

33. Recherche des finantiers et partisans.
passe art. 282.

Qu'au conseil du Roy ne seront traictés les proces et differends de jurisdiction contentieuse ains renvoyés par devant leurs juges naturels.

34. Jurisdiction contentieuse ostée du conseil.
passe au 1 art. art. de la justice.

Qu'il plaise au Roy retrancher les pensions (3) dant ses finances sont absorbées et l'estat appauvry.

35. Retranchement des pensions.
passe art. 283.

1604, sur l'initiative du conseiller Paulet, dispensa de la clause des quarante jours, et réduisit le payement ci-dessus de moitié, en établissant une annuité de 1/60 de la valeur de la charge; si le pourvu d'office mourait en fonctions, ses héritiers pouvaient disposer de la charge comme lui-même. La vénalité des offices devint ainsi une institution régulière. Le nouvel impôt, surnommé Paulette, fut affermé à Paulet pour 900.000 livres, puis à Saulnier (1606-1612) pour 1.000.000 de livres. Il dura jusqu'à la Constituante.

(1) La survivance était le privilège accordé par le roi de succéder à une charge ou même de l'exercer conjointement avec le titulaire; la survivance empêchait qu'elle ne fût vacante à la mort du titulaire. La résignation était la démission d'une charge; elle était habituellement *in favorem*, c'est-à-dire à condition que telle personne en soit pourvue.

(2) Les traitants furent l'objet de fortes amendes sous Colbert (environ 111 millions de livres).

(3) Le tiers prétendit aux Etats que les pensions s'élevaient à 5 millions et demi.

56. Nulle imposition sans edict verifie.
passe art. 289.

Que doresnavant il ne se fera en ce royaume aucune imposition nouvelle au levee de deniers sinon par edict qui sera veriffie es cours de Parlement ou autres souveraines (1) où les interessés seront receus en leurs remonstrances sur lesquelles leur sera pourveu par ladite court sans que sa Majesté leur en puisse interdire la congnoissance, Pour la levée desquelles impositions sera procedde par execution sur les biens des communaultés et non sur les personnes soit des Eschevins ou autres administrateurs desdites communaultés ou d'autres particulliers et que lesdites executions soyent faictes par huissiers et officiers de justice.

57. Toutes commissions executees par les officiers des lieux.
passe art. 280.

Que toutes commissions ordinaires et extraordinaires seront a l'advenir adressees aux juges et officiers des lieux où l'execution s'en debvra faire et non à des commissaires extraordinaires (2) Et qu'aucunes commissions ne pourront estre executées au dedans des provinces du royaume que prealablement elles n'ayent esté enregistrees assavoir pour celles concernant le faict du dommaine aydes et finances au bureau des tresoriers de france et pour celles qui concernent la justice aux bailliages et seneschaussees le procureur de sa Majesté appellé et ce tout affin que les peuples soyent advertis de l'intention de sa Majesté que pour luy pouvoir rendre raison de ce qui se fera en execution desdites commissions.

58. Recherches par les provinces contre tous officiers.

Qu'il plaise au Roy deputer aussy des personnes choisies pour aux despens de sa Majesté aller d'ung lieu a autre recevoir toutes les plainctes du peuple contre les officiers et se prendre garde a la notoire contrevention qui se faict aux

(1) Cette réclamation fut nettement reprise dans la charte pour le royaume rédigée sans mandat par le parlement de Paris en 1648 : « Ne seront faites aucunes impositions et taxes qu'en vertu d'édits et de déclarations bien et dûments vérifiés es cours souveraines auxquelles la connaissance en appartient. »

(2) Cet article vise l'intendant. Lyon en avait un depuis Henri IV ; il y avait envoyé en 1595 Emeric de Vic, avec la mission de liquider les dettes faites par le consulat pendant la ligue et il y resta comme intendant. En 1614, l'intendant était Guillaume de Montholon.

ordonnances et pour instruire les procès contre lesdits officiers et estant instruits les envoyer aux cours souveraines et au conseil du Roy sy la plainte est contre quelque officier d'icelles (1).

Que toutes natures de deniers qui se levent en ce royaume comme tailles taillon reparations et fortifications des Villes chasteaux et forteresses seront doresnavant employées aux effects pour lesquels la levee en fut premierement accordée sans estre plus employées a autres usages. Aux fins que par ce moyen les villes et forteresses mesme celles qui sont frontières soient deuement fortifiées et la gendarmerie bien payee affin que sa Majesté en puisse tirer le service deub et les gens de guerre ayent occasion de se comporter modestement au soulagement du pauvre peuple (2).

Et particulièrement d'autant que la ville de Lyon est l'une des frontières et plus importantes villes de ce royaume et plus enviées des ennemis d'icelluy et partant qui a autant de besoing d'estre fortifiée et réparée que nulle autre, Ce qu'ayant esté recongneu par les Roys ils auraient faict imposer la somme de soixante mille livres pour les réparations et fortifications d'icelle (3) laquelle somme se lève encores a present Mais a esté incorporée dans la taille (4) sans qu'aucune chose s'employe au faict desdites fortifications et reparations estant ladite ville ouverte en plu-

59. Employ
des levees selon
leur nature.
passe art. 255.

60. Repara-
tions de Lyon.
Lyon en parti-
culier se pour-
voit au Roy.

(1) L'idée du tiers état est que le roi est absolu, mais qu'on peut lui parler, qu'il rendra justice s'il sait.

(2) Le service des étapes des troupes était très dur pour les provinces; le mémoire de l'intendant d'Herbigny signale à la fin du xvii^e siècle que la contribution de la province, tant pour la fourniture de l'étape que pour l'entretien de partie du régiment de Lyonnais s'élevait de 100 à 120.000, quelquefois à 350 et 400.000 livres.

(3) Charles IX avait fait construire une citadelle sur la colline St-Sébastien; la milice bourgeoise la démolit en 1585; le roi n'exigea pas sa reconstruction, mais se fit donner 40.000 livres par la ville.

(4) Il semble que seule la subvention de 24.000 livres était incorporée à la taille.

sieurs endroicts et la pluspart de ses murailles en ruines Il plaise au Roy pourvoir à ladite necessité pour le bien de son service. Et ce faisant ordonner que ladite somme de soixante mille livres sera distraicte de la taille et employée ès reparations et fortifications necessaires suivant sa première destination.

61. Privileges des Villes verifiées sans restriction.

Que les privileges des Villes et communaultés estant confirmés par le Roy regnant soient verifiés par les cours souveraines a la forme qu'ils auront esté conceddes et sans modification ny restriction (1).

62. Tous prejudices auxdits privileges levees.

Plaira au Roy lever tous les prejudices faicts aux privileges conceddés par les Roys aux Villes et communaultés pour en jouir à la forme des concessions d'iceux et premières verifications et speciallement aux Villes franches ou qui ne peuvent florir que par le commerce ou observation de leurs privilèges Puisque lesdits privilèges sont les marques de leur fidelité et bons services rendus à la couronne.

63. Subvention de Lyon levee.
passe art. 286.

Exempter la ville de Lyon de la subvention (2) pour l'advenir attendu les grands foulles que supportent les habitants au gue (3) et garde ordinaires de ladite Ville comme frontiere et que la pluspart desdits habitants n'ont que leur industrie. Et est le pays notoirement sterile et infructueux.

Abolition de l'entree du vin en surtaus de la doane.

Et d'aaultant qu'il a pleu a sadite Majesté d'accorder à ladite Ville de Lyon pour le payement de ses debtes le sur-

(1) La confirmation des privilèges d'une ville est une ressource du roi; sous Mazarin, la ville de Lyon la paya 450.000 livres.

(2) C'était une subvention de 24.000 livres que Lyon payait depuis 1604, pour le rachat du droit d'un sol pour livre sur les marchandises mises en vente, droit dont furent frappées toutes les villes du royaume exemptes de taille.

(3) La compagnie du guet, forte de 50 hommes, faisait des rondes de nuit; elle datait de 1565. La compagnie des arquebusiers, forte de 200 hommes, avait la garde du consulat; elle était commandée par le capitaine de la ville à la nomination du consulat; elle datait de 1555. La milice bourgeoise était divisée en 35 pennonages correspondant aux 35 quartiers de la ville; elle était commandée par les capitaines pennons; elle datait du xv^e siècle.

taux au tiers de la doanne (1) et imposition de trois livres sur pièce de vin (2) pour finir l'année mil six cent dix huit A la charge que passe ledit surtaux et imposition demeure-roient aboly pour l'advenir, plaira à sa Majesté abolir des apresent ledit surtaux de doanne et imposition du vin es-tant ladite jouissance parachevee. Conformément à l'article du party de ladite ville de Lyon.

Que les gabelles du vin soient moderees pour donner moyen aux pauvres de vivre qui n'ont autre moyen que de tenir logis et cabarets et divertir les grandes clameurs et imprecations du peuple (3). Qui plus sur ce sujet que tout autre se plaint journellement ès Villes et ès champs.

Qu'il plaise au Roy lever dudict Lyon les garnisons françoises y delaissant les Suisses (4) conformément à l'article cinquiesme de son edict sur la redduction de ladite ville.

Qu'il plaise au Roy enjoindre la refformation des peages (5) aux baillifs et seneschaux et leurs lieutenans cha-cung dans le distraict de sa jurisdiction et enjoindre à ses procureurs y tenir la main. Et a ces fins ordonner que tous seigneurs tant eclesiasticques que autres qui pretendront avoir droict de peage seront tenus d'apporter par de-vers lesdits baillifs et seneschaux les tiltres par vertu des-quels ils pretendent avoir lesdits droicts de leurs peages, ensemble les carcabeaux (6) sur lesquels se faict ladicte le-

64. Gabelles
moderees.
passe art. 287.

63. Levee des
garnisons fran-
çoises.
Lyon en fin du
cahier.

66. Reforma-
tion des peages.
passe art. 220.

(1) Le tiers-surtaux était une augmentation d'un tiers sur les droits de la douane de Lyon, à percevoir au profit de la ville. Il fut autorisé par Henri IV en 1595. Il avait été évalué 60.000 livres. Il ne fut supprimé qu'en 1720.

(2) Le subside de 3 livres par pièce de vin était également levé pour la liquidation des dettes faites pendant la Ligue.

(3) Ce furent les cabaretiers qui firent l'insurrection de 1618.

L'impôt sur le vin, par suite d'augmentations successives, attei-gnait à la fin du XVII^e siècle 4 livres 7 sols par année (96 litres).

(4) La garnison suisse, installée en 1594, est restée à Lyon jus-qu'en 1670.

(5) Il y avait sur le Rhône, de la mer à Lyon, 22 péages; le pre-mier était à Arles, le dernier à Lyon.

(6) Les carcabeaux étaient des tarifs.

vée. Et pour ce faire leur prefiger ung temps passe lequel seront leurs peages saisis et mis soubz la main de sa Majesté et ordonner neantmoins que lesdits seigneurs seront contraincts par saisie de leursdits peages à la reparation de leursdits ponts et passages.

67. Reparation du pont du Rosne.

Lyon se pourvoira au Roy.

Et d'autant que le pont basti sur le Rosne (1) hors la Ville de Lyon est l'ung des passages necessaires de ce royaume et qu'il est en evident peril et proche d'une ruine deplorable estant une partie des pilles d'icelluy toutes creuses par les fondemens et les arches entrouvertes. Il plaise au Roy pourvoir à la reparation necessaire d'icelluy (2).

68. Dons verifiés.

passé art. 284.

Que tous dons soit de deniers ou autres qui seront faicts par sa Majesté soubz quelque pretexte ou pour quelque occasion a quelques personnes que se soient, seront verifiés en sa chambre des comptes et deffenses faictes à tous financiers de les payer quelques mandemens ou jussions qu'ils en aient jusques a ce qu'il leur apparaisse de ladite veriffication sur peyne d'en respondre en leurs propres et privés noms enjoignant à sa chambre des comptes de leur rayer en cas de contravention.

69. Reglement sur le luxe.

Qu'il soit mis ordre à la dissolution des habits et surtout les perles et Pierreries deffendues a toutes personnes de quelque qualité qu'elles soyent sinon aux princes ducs marquis et comtes (3).

(1) Le pont du Rhône avait été construit à la fin du xii^e siècle (1184 ou 1185).

(2) En 1617, le roi accorda sur la ferme du sel 36.000 livres pour la réparation du collège et du pont du Rhône.

(3) Les mesures prises contre le luxe étaient déjà très nombreuses : ord. de 1294 interdisant aux bourgeois de porter vert, gris, hermine, pierres précieuses, or et argent; lettres de 1367 contre les femmes de Montpellier; édit de 1485; édit de 1532 sur le luxe des financiers; édit de 1543 défendant d'une manière générale l'usage des habits d'or et d'argent; édits sur le luxe et la réforme des habits de 1549 et 1561; déclarations de 1565, 1577 et 1594; édits défendant l'usage des draps d'or et de soie de 1600, 1601, 1606 et 1613.

CHAPITRE DE LA JUSTICE

Soit sa Majesté tres humblement suppliée que les ordonnances par ses predecessurs Roys, faictes sur le reglement de la justice signement celles de l'an mil cinq cent trente neuf, d'Orleans, Moulins, Rossillon, Amboise, Blois (1) qui ne sont revocquees ne moderées par l'edict qui sera faict sur les requestes et remonstrances des presents estats soyent inviolablement gardées et observees, sans que les cours souveraines et autres juges y puissent contrevenir sur peyne de nullites des jugemens.

Que doresnavant quant les cours souveraines procederont a la veriffication des edicts saufs modifications et restrictions icelles soyent exprimées aux actes de veriffication et publiees à la suite des edicts a ce que chacung en puisse avoir congnoissance par l'acte de publication et extraict desdits actes qui en seront envoyes et leves.

Et parce qu'aucunes des principales et meilleures Villes

(1) Ordonnance de Villers-Cotterets d'août 1639, œuvre du chancelier Poyet, la première grande ordonnance sur la justice; elle concerne notamment la détermination des limites entre les juridictions ecclésiastiques et séculières, la tenue des registres de l'état civil, l'obligation de se servir de la langue française pour les actes notariés et les jugements, la procédure criminelle, etc.; — ordonnance d'Orléans de 1561 sur les plaintes, doléances et remontrances des états d'Orléans; ordonnance de Rossillon de janvier 1563 sur la justice et police du royaume, additionnelle à celle d'Orléans, et ordonnance de Moulins de février 1566 sur la réforme de la justice, toutes trois rendues, l'Hospital étant chancelier; — ordonnance dite de Blois de mai 1579, sur les plaintes et doléances des Etats généraux assemblés à Blois en novembre 1576, relative à la police générale du royaume, Cheverny, garde des sceaux.

70. Observation des ordonnances.

 passe au cahyer general.

74. Modifications des edits exprimees et verifications.

 passe au 68 art. passe au general.

72. parlement à Lyon.

 passe au 67 art. en la ville la pluscommode du gouvernement de Lyon.

 Raye au cahyer general.

de ce royaume sont tellement esloignées des parlemens et de la justice souveraine que les habitans d'icelles ayment le plus souvent mieux quitter leur bon droict que d'aller mendier la justice à cent lieux loing de leur demeure laquelle sa Majesté leur doit sur les lieux comme ils luy doivent tout devoir de fidelle obeissance. Qu'il pleut à sa Majesté pour remedier a ce establir ung parlement en la Ville de Lyon esloignée de cent lieues de la Ville de Paris n'estant sa Majesté moins debitrice de la justice sur les lieux à ceux desdites provinces qu'à ceux des pays de Bourgogne Normandie et autres Auxquels ses predecesseurs pour ceste consideration ont ottroyé des Parlemens (1).

73. Ampliation des presidiaux.

passé art. 85
passé au general.

Et neanmoins cependant et d'autant qu'en l'erection du presidial de Lyon (2) le feu Roy Henry second pour obvier à ce que ses subjects ne feussent contraincts a tout propos et pour petites et legeres causes aller querir la justice sy loing que plusieurs villes estaient des parlemens feist l'establissement des sieges presidiaux auxquels il atribua premierement congnoissance en dernier ressort jusques a deux cent cinquante livres pour une fois et cinq cent livres par provision et depuis ayant congneu le bien que cest establissement apportoit a l'expedition de la justice et le contentement qu'en avoient receu ses subjects par autre edict

(1) Lyon était du ressort du parlement de Paris et n'eut jamais de parlement. Les arrêts du parlement de Paris étaient exécutoires dans tout le royaume sans visa ni pareatis. Les parlements provinciaux furent créés en 1433 (parlement de Languedoc), 1453 (p. de Dauphiné), 1460 (p. de Bordeaux), 1495 (p. de Bretagne), 1499 (p. de Rouen), 1501 (p. d'Aix), 1538 (p. de Trévoux), 1620 (p. de Pau), 1633 (p. de Metz), 1676 (p. de Besançon), 1686 (p. de Nancy). Les premiers créés remplacèrent les grandes juridictions provinciales : conseil delphinal, sénéchal de Guyenne, tribunal des ducs de Bretagne, Echiquier de Rouen, conseil de Provence.

(2) Le présidial de Lyon, créé en 1551, fut réuni à la sénéchaussée en 1562. Il recevait les appels des sénéchaussées secondaires. Villefranche et Montbrison avaient des bailliages. Le présidial de Lyon avait dans son ressort le Lyonnais, le Forez et le Beaujolais, et en outre le châtelain de Charlieu et le viguiier de Ste-Colombe.

faist en l'an mil cinq cent cinquante sept (1) leur accreut leurs juridictions jusques a mil livres en dernier ressort et douze cent livres par provision Authorisant a cest effect lesdits sieges d'ung president, Pour tenir la main à l'estroicte observation desdits edicts et ordonnances et pour faire contenir les officiers desdits sièges en leur debvoir, Et parce que les subjects de sa Majesté se ressentent peu au point pour le jourdhuy du fruict de cest establissement, et que les cours de parlement prennent a tout propos congnissance des cas juges souverainement esdits sieges presidiaux suivant ladite attribution de juridiction. Comme aussy parce que ledit edict de l'an mil cinq cent cinquante sept n'est observé par lesdits presidiaux qui n'osent se bander contre les cours de parlement qui leur ont de leur autorité osté la juridiction a eux attribuée par ledit edict de 1557. Qu'il plaise au Roy rattifier l'edict de 1557 avec deffenses a ses cours de parlement de ne prendre aucune congnissance par voye d'appel ny autrement des cas non excédant les sommes portées par ledit edict. A peyne de nullité des arrests donnés au contraire Ains declarer les appelans esdits cas non recepvables Et les condamner en bonnes et grosses amendes suivant l'ordonnance de Moulins, article 17 (2).

Et parce que les crimes pululent pour le jourdhuy plus en ce royaume qu'ils ne firent oncques pour la licentieuse liberté que les guerres y ont introduict au moyen de laquelle une bonne partie des artisans ont delaissé leurs mestiers et se sont desbordés a tous vices lesquels demeurent

74. presidiaux jugeant souverainement des crimes.

passé art. 36 rayé au cahyer general sauf ce qui est des edicts.

(1) L'édit de janvier 1551, créant les présidiaux, avait fixé leur compétence à 250 livres tournois en dernier ressort, avec exécution provisoire jusqu'à 500 livres, nonobstant l'appel; l'édit de 1557 éleva cette compétence à 1200 livres, mais l'art. 15 de l'ord. de Moulins la ramena au chiffre primitif.

(2) L'art. 17 de l'ord. de Moulins défendait aux parlements de prendre connaissance des affaires qui devaient être jugées en dernier ressort par les présidiaux; les récusations étaient dans ce cas de la compétence exclusive du présidial.

impunis le plus souvent par le moyen des appellations qu'ils interjettent des sentences contre eux données et sont les parties civiles contraincts de delaisser sans poursuite et abandonner les delinquans à la discretion des juges Pour n'avoir le moyen de les aller poursuivre ès parlement Au moyen de quoy les delinquans ont d'aultz plus de moyen de desguiser la verité Mesme par devant juges qui n'ont congnoissance d'eux Et attendu que les juges presidiaux par les edits jugent en dernier ressort des grands crimes comme des volleurs assassins faux monnoyeurs et autres crimes signallés. Qu'il plaise au Roy ordonner que lesdits presidiaux en nombre suffisant jugeront de tous crimes souverainement et en dernier ressort du moins de ceux qui porteront autre peyne que la mort naturelle et des larrecins domesticques et que esdits cas ou ils jugeront souverainement les appellations des haults justiciers (1) de leur ressort ressortiront par devant eux.

75. Jugement
des recusations.
passe art. 87
passe au cahyer
general.

Et parce qu'en cas que lesdits presidiaux jugent souverainement et par prevention d'occurrence avec les prevosts des marchaux (2) les delincquans pour eviter la rigueur des ordonnances et la briefveté de la justice enjoincte par icelles ont treuvé une cautelle qui est de recuser les juges de recusations le plus souvent frivolles et lesquelles neantmoins apres que elles ont este declarées telles ils se

(1) Il est très difficile de déterminer ce qu'était la haute justice; il semble ressortir de Beaumanoir qu'elle comprenait au criminel tout ce qui pouvait entraîner la peine de mort ou une mutilation et au civil les procès où pouvait intervenir le duel judiciaire.

(2) Les prévôts des maréchaux avaient été établis pour la sécurité des campagnes. C'étaient primitivement des juges chargés de sévir contre les maraudeurs et pillards qui suivaient les armées; ils devinrent fixes en même temps que les armées devinrent permanentes. On appelait cas prévôtaux les crimes commis par les gens sans aveu, les incendies, la fausse monnaie, les attentats à main armée sur les routes. Ils avaient également la connaissance des délits de chasse (ord. du 12 décembre 1538). Ils devaient faire reconnaître leur compétence par le présidial. Il y eut un prévôt à Lyon, Montbrison, Villefranche, puis vers 1645 à St-Etienne et Roanne. Le prévôt de Lyon avait le titre de prévôt général.

portent pour appelans et qualiffient leur appel comme de juges incompetans suspects et recusés et souldain obtiennent des reliefs d'appel ès chancelleries des parlemens qui est rendre les ordonnances du Roy attributives de jurisdiction souveraine esdits cas illusoires daultant que les juges pour reverance de telles appellations n'osent le plus souvent passer outre au jugement des accusés encurs que les appellations leur apparoissent notoirement frivolles et qu'ils avoient jugé la competance suivant les ordonnances qu'il plaise ordonner que comme esdicts cas ils jugent le principal souverainement il jugeront aussy l'accessoire qui sont lesdites recusations souverainement et en dernier ressort leur enjoignant ausdits cas passer outre aux jugemens definitifs des accusés, sans s'arrester ausdites appellations ny aux reliefs qu'ils en pourroient obtenir en ses chancelleries.

Et d'aultant que l'une des plus grandes illusions qui soit en la justice se sont les frequentes recusations que proposent journellement les parties pour avoir des juges à leur poste Parce qu'estant les causes de recusations declarees frivolles ils s'en portent pour appelans en sorte qu'il fault que le juge recuse s'en desporte. Tellement que par ce moyen il est au choix des parties d'avoir tels juges que bon leur semble et le plus souvent les plus gens de bien et ceux qui ont plus de zelle à la justice sont contraincts de s'abstenir des jugemens comme recuses et bien souvent de recusations frivolles et non veritables ordonner que les presidiaux jugeront doresevant les recusations qui seront proposées par devant eux Comme ils font les competances des Prevosts des mareschaux souverainement et en dernier ressort.

Que les appellations des juges inferieurs de leur ressort soient relevées indifferemment par devant eux aux cas à eux attribués nonobstant toutes exceptions de perries (1), comtés, marquisats et toutes lettres de declarations

(1) Les pairs de France prétendaient n'être jugés que par eux-mêmes, La cour des pair se confondit avec le parlement. Il n'y avait

76. Idem.
passe au 88
art.

77. Presidiaux
cognoistront es
cas de l'edict des
pairries.
passe au 92
art. et art. 98
passe au cahyer
general.

arrests et jugements contraires si ce n'est qu'il fust question des droicts ou domaines des pairries puissent estre relevées immediatement es cours de Parlement.

78. Juger les
proces des au-
tres juridictions
au presidial.

Et parce qu'en ce royaume il y a plusieurs sortes de jurisdictions exercées par gens de robe courte (1) comme sont les maitres des ports (2) visiteurs de gabelles a sel (3) gardes des monnoyes (4) Lesquels quand il est question de juger les proces civils et criminels qu'ils ont instruits ils prennent tels accesseurs que bon leur semble et le plus souvent des advocats et autres gens qui n'ont aucung serment au Roy Qu'il plaise a sa Majesté leur enjoindre ou il y a sieges presidiaux les aller juger esdits sièges et en plaine assemblée desdits presidiaux comme font les prevosts des mareschaux A peyne de nullité des jugemens qui seront faicts et donnés en autre forme et manière.

79. frais des
proces crimi-
nels.

passé art. 109
passé au cahyer
general.

Le plus souvent les delicts demeurent impunis parce qu'il ny a point de partie civile qui en face la poursuite ny fonds en la recepte du domaine pour fournir aux frais mesme aujourd'hui que la pluspart du domaine est aliené, Plaise au Roy ordonner que lorsqu'il ny aura fonds en la recepte de son domaine les frais de justice seront prins en ses receptes generalles et enjoindre aux tresoriers generaux d'en faire les ordonnances et a ses chambres des comptes les allouer aux comptables.

à l'origine, au XIII^e siècle, que 12 pairs : les archevêques et évêques de Reims, Laon, Langres, Beauvais, Noyon et Châlons, les ducs de Bourgogne, Normandie et Guyenne et comtes de Flandre, Champagne et Toulouse. Il y eut 38 pairs laïques à la fin de l'ancien régime.

(1) Les juges de robe courte, très nombreux, étaient en général des chefs de service ayant dans une certaine mesure juridiction.

(2) Les maitres des ports étaient chargés de veiller à l'entrée et à la sortie des marchandises de contrebande; ils jugeaient les procès relatifs aux droits de rève et foraine.

(3) Les visiteurs de gabelle jugeaient les procès relatifs à l'impôt du sel.

(4) Les juges-gardes des monnaies jugeaient les procès de fausse monnaie et ceux qui concernaient le commerce et l'industrie des matières d'or et d'argent.

Les peuples esloignés reçoivent ung grand dommage de la jurisdiction de Messieurs des requestes du Pallais (1) Aymant mieux quitter leurs droicts ou en composer avec desavantage que daller plaider sy loing et commetre l'ins-truction d'ung proces qui requiert loeil de la partie a des personnes a eux incongneues. Ce mal s'accroist par le de-sordre qu'il semble y avoir eu l'ottroy des committimus (2) qui sont baillées tant aux colleges et chappitres qui ne bougent de leur lieu et ne font aucung service au Roy en la suite de sa court cessant en eux la raison du privilege; Que par le nombre ou tout effrene des pretendus privileges Tant gentilshommes advocats de la court praticiens et autres qui trouvent moyen d'avoir quelques petits offices et le plus souvent ad honorem en la maison du Roy et princes sans avoir jamais veu celluy duquel ils se disent officiers dail-leurs la plupart des causes qui y sont introduictes sont cau-ses mixtes tenant plus de la realite que personnalite, Qu'il plaise au Roy ordonner que lesdits chappitres et commu-nautes Mesme les esloignées desdites jurisdictions de dix lieues ne jouiront dudit privilège de committimus Ains seront leurs causes intentées par devant les juges des lieux. Que le nombre des advocats de la court jouissant dudit pri-vilège sera regle, et les noms d'iceux inseres dans ung ta-bleau qui sera es chancellerie pour ne pouvoir estre excedde et que les domesticques et officiers de la maison du Roy et autres se pretendans avoir droict du privilege de committi-mus aux requestes du palais ne jouissent desdits privileges

80. Regler la jurisdiction des requestes.

 passe art. 76 et suivants jus-ques au 83 in-clus passe au cahyer general art. 66 pour les comittimus des eglises et chapi-tres.

(1) Les maîtres des requêtes de l'hôtel ou du palais sont souvent de futurs intendants.

(2) Le privilège de committimus était le droit d'être jugé en pre-mière instance, soit comme demandeur, soit comme défendeur, aux requêtes du palais, chambre du parlement. Ce privilège appartenait notamment aux princes du sang, ducs et pairs, officiers de la cou-ronne, membres du parlement, de la cour des aides, de la cour des comptes, de la cour des monnaies, prévôts des marchands. Le pri-vilège du grand sceau, assez restreint, s'exerçait dans tout le royaume; celui du petit sceau, très étendu, seulement dans le ressort du parlement.

s'ils ne preuvent actuellement et justifient par certificat comme ils sont couchés en l'estat et par coppie de la quittance de leurs gages deuement expediee le tout attaché sous le contrescel (1) : Que ce privilege ne leur soit octroyé et a tous autres ayant droict de committimus que pour causes excédant la valeur de cinq cens livres, et pour matieres pures personnelles ou possessoires non mixtes comme les droicts seigneuriaux ou hypotecquaires Et que les juges pardevant lesquels on demandera le renvoy pour les cas susdits puissent nonobstant iceluy congnoistre et passer outre es matieres dont ils sont juges par les edicts de leur creation et procedder par condemmnations et amendes emprisonnement de personnes et autres contrainctes sur les sergens qui s'ingereront faire evocations desdites causes par vertu desdits committimus contre la forme du present article.

81. Nourritures des prisonniers.

passé art. 109.

Que les parties qui feront detenir les prisonniers apres ung moys seront tenus leur fournir somme moderee pour les garder de faim comme il est observe en Bourgogne et autres provinces Et qu'il plaise au Roy ordonner qu'il sera fait fonds par les tresoriers de france pour le pain des pauvres prisonniers es generalites ou il y en a peu au point.

82. Election des officiers.

passé au 63 art. passé au cahier general.

Que la reduction faite des offices de judicature tant des cours souveraines bailliages et seneschaussees advenant cy apres vacation d'iceux comme aussi des Prevosts des mareschaux et baillis soit procedde à l'eslection suivant la forme portée par les ordonnances et pourveu par sa Majesté gratuitement sans prieres poursuite ou faveur d'aucunes personnes et declarer les provisions autrement obtenues nulles et deffendre aux juges ausquels elles s'adresseront y avoir esgard et declarer les peynes indictes par les ordonnances encourues par les contrevenans.

83. resignations ostées sauf les cas favorables. Passé au 64 art. passé au cahier general.

Que les pourvus d'office de judicature non subjects a

(1) Le contrescel était un sceau appliqué sur un titre attachant les pièces d'un dossier, de façon à ce qu'elles ne puissent être détachées,

suppression ny redduction puissent pour une fois seulement resigner de père à fils beau père a gendre frere à frere oncle à nepveu, sans qu'il soit besoing d'obtenir dispense des quarante jours Pourveu que le resignant vive lors de la resignation admise, et le resignataire soit de la qualité requise et qu'hors lesdits cas il ne soit permis de resigner (1).

Que les parens en degres prohibes par les ordonnances ne puissent estre admis en mesme siege et au cas qu'il y fut cy apres contrevenu seront les offices de ceux qui seront ainsy pourveus declares vacquans et impetrables.

Que pour le soulagement des subjects du Roy deffenses soient faictes aux cours souveraines et presidialles prendre congnoissance en première instance des criees subastations decrets (2) et ce qui en despend encore quelles fussent poursuivies en consequence d'execution de leurs arrests Ains les delaisser et renvoyer aux juges des lieux ou les heritages sont assis pour obvier tant aux grands frais extraordinaires qui se font es voyages et reddition de comptes que pour la villeté du prix auxquels les biens s'adjugent se trouvant fort peu de personnes qui facent des encheres a la court soit pour n'avoir asseurance des personnes pour faire les encheres et faire tenir deniers en la recepte des consignations que pour la peyne d'entreprendre

84. parantes prohibees en mesme siege.
passe au 65 art. passe au cahyer general.

85. Reglement sur les decrets contre les Parlemens.
passe au 70 article passe au cahyer general.

(1) Les charges étant considérées comme un usufruit continué, l'usage était qu'il fallait survivre quarante jours à la cession, sans quoi elles retombaient dans le domaine public. On pouvait, moyennant le paiement d'une certaine somme, échapper à cette clause des quarante jours.

(2) La procédure de vente judiciaire avait été réglée par l'édit des criées de 1551. On pouvait saisir en vertu d'un titre exécutoire, jugement ou acte notarié; on procédait à la saisie en plaçant sur l'immeuble des brandons ou panonceaux aux armes du roi; les criées étaient faites à l'issue de la messe paroissiale; le tribunal se prononçait sur les oppositions à la vente et donnait congé d'adjuger; les enchères étaient faites au greffe dans le délai de quarante jours; après adjudication provisoire au plus offrant et trois remises de quinzaine en quinzaine, l'adjudication était définitive par décret.

un voyage loingtaing et porter des deniers sur l'incertitude d'estre retenu dernier encherisseur jointet que par le moyen desdicts decrets sont attires à la court en première instance plusieurs proces de distractions relaxations de fonds saisis servitudes droicts seigneuriaux ouverture de substitutions rescision de contracts et sur l'ordre du prix une infinité de debtes souvent de petites sommes qui ne meritent les frais d'envoyer aux cours souveraines Ainsy plusieurs subjects perdent leurs debtes qui les conserveroient l'adjudication estant faicte sur les lieux.

86. attribution
des decrets aux
juges royaux.
passe art. 121.

Et d'autant que lesdites instances de criées sont instances generales que la congnoissance d'icelles soit interdite aux juges qui n'ont autre jurisdiction « qu'ad certum genus causarum » et attribuées aux seuls juges royaux sur les lieux.

87. Nevoquer
le principal par
les Cours.
passe au 71
art. passe au ca-
hyer general.

Ne puissent lesdites cours sous pretexte d'un appel de quelque incident evocquer ne retenir le principal A peyne de nullité des arrests qui seront donnés au contraire. La congnoissance de laquelle nullité le Roy attribuera à son grand conseil privativement ausdites cours.

88. estals re-
serves aux heri-
tiers des occis
en faisant leurs
charges.
passe au 66
art. passe au ca-
hyer general.

Pour exciter les officiers à fidellement exercer leurs offices sans crainte ou respect de personne Plaise à sa Majesté en cas qu'aucung d'iceux fut tue au assigné faisant sa charge ou en consequence d'icelle qu'elle soit reservée à la vefve enfans et heritiers pour pouvoir lui presenter homme digne et capable sinon leur en faire recompense.

89. Prevosts
justiciables des
juges royaux.
passe art. 99.

Que les prevosts des mareschaux et baillifs leurs archers et lieutenans de robe courte soient justiciables et responsables de leurs charges pardevant les presidiaux baillifs et seneschaux ou leurs lieutenans.

90. comptes
des commis-
saires.
passe art. 130.

Que les commissaires establis aux saisies des fruicts et autres choses ne puissent estre tirés hors le ressort du bailliage ou senechaussée de leur demeureance pour en rendre compte encores que l'establisement fust faict par vertu d'arrest ou jugement donné par juge d'autre ressort Ains puissent rendre compte et respondre de leurs charges par

devant les juges royaux de leur demeure et par devant iceux demander leurs descharges et autres provisions concernant lesdits établissements.

Que deffences soient faictes au prevost de l'hostel ses lieutenans et autres juges extraordinaires prendre cognoissance des lettres de pardon grace remission ou abolition impetrées par ceux n'estant de la suite de la cour Ains que la congnoissance en soit attribuée mesmement de celle que les nobles et officiers pourroient obtenir aux presidiaux.

Que Messieurs les procureurs généraux des parlemens soyent tenus et charges d'envoyer de trois moys en trois moys les roolles des amendes deffaults et exploicts de court à leurs substituds ès bailliages et seneschaussées pour les faire lever par les recepveurs du domaine des lieux et deffenses d'envoyer des huissiers et sergens sur les lieux Et en tout cas qu'ils ne pourront assigner les parties a la cour ou au tresor pour faire la taxe de leurs vaccations ou voyages ains s'adresser necessairement aux juges royaux des Lieux pour ladite taxe qui sera faicte à raison de la quantité des commissions et exploicts dont ils seront charges et pour en justifier seront tenus d'exiber le roolle qui leur aura esté baillé a exiger et a faulte de se pourvoir par devant lesdits juges demeureront les taxes autrement faictes nulles et de nul effect et enjoinct auxdits juges d'en empescher l'exécution.

Tous recepveurs et fermiers d'amendes soit qu'elles soyent adjudgées à sa Majesté ou aux seigneurs haults justiciers soyent tenus en faire la poursuite dans ung an apres la condamnation Autrement le temps passé declairés non recepvables sans prejudice des coustumes introduittes de plus briefve prescription.

Que tous gardiens et despositaires des choses mobiliaries en deffault de les faire vendre par les saisissans dans six moys du jour de l'establisement s'en puissent faire descharger encores que les oppositions formees ne feussent vuidees et au regard des commissairse establys au regime

91. lettres de grace aux juges royaux des provinces.

 passe au 84 art.

92. Regler les exaction des amendes.

 passe art. 110.

93. Exiger les amendes dans l'an.

 passe art. 111.

94. passe art. 132.

des heritages saisis iceux s'en puissent faire descharger trois ans apres leur establissement sans pouvoir estre contraincts continuer ausdites charges lesdits trois ans passés combien que les differends des creanciers debtors et opposans ne feussent terminés et les biens saisis adjugés.

95. passe art.
131.

Que l'esdits commissaires ne puissent estre poursuivis en reddition de compte après trois ans expirés du jour de leur commission finie.

96. passe art.
167.

Pour aussy obvier à beaucoup de fraudes qui se commettent ordinairement que toutes quittances de constitution de dot soyent passees par devant notaires et par eux enregistrees et emprotocollées soubz peyne de nullité des quittances faictes soubz escriptures et signatures privées.

97. passe art.
150.

Que pour loy generale les adulteres (1) soyent punis de mort et du dernier supplice sans que les juges puissent temperer ou moderer ladite peyne.

98. passe art.
151.

Que les edicts des duels soyent exactement observes par les rigueurs y portees (2).

99. passe art.
196.

Le reglement de la chancellerie pour les emoluments du scel (3) faict par le Roy Charles IX en 'lan mil cinq cent

(1) D'après le droit germanique, la femme adultère était chassée de la maison nue et rasée; certaines coutumes en étaient un reste; quelquefois elle était fouettée (coutume de Prissey); le droit qui prévalut fut celui de Justinien, d'après lequel le mari pouvait la faire enfermer; il fut exercé avec beaucoup de mesure sous Louis XIV : la femme était entendue pour lui permettre de se défendre. Il reste de ce droit les art. 336 et 337 du Code pénal.

(2) L'art. 197 de l'ord. de Blois enjoignait à tous habitants de séparer et remettre à mains de justice ceux qui se battraient avec « épées, dagues et autres bâtons offensifs ». Des édits contre les duels avaient déjà été rendus en avril 1602, juin 1609 et juillet 1611; ils furent ensuite très nombreux au XVIII^e siècle.

(3) L'art. 88 de l'ord. d'Orléans ordonnait que les droits et émoluments de sceaux à contrats seraient réglés et modérés par les juges des lieux. Le sceau indiquait en principe qu'un acte était passé en présence du roi et signé par lui; à l'origine, la transmission d'un fief était faite non seulement en présence du roi, mais par lui-même. Pour rendre authentique un acte obligatoire, l'aveu de la dette était fait devant le juge, représentant le roi; l'acte fut ensuite reçu par le notaire seul; c'était la pratique italienne des « instrumenta garantigiata ».

soixante un soit suivy et pour ce ordonner tableaux estre erigés à la porte de chacune chancellerie de ce royaume qui contiennent lesdits reglements a ce qu'ils ne soient excédés sur peyne de concussion et privation d'offices contre les contrevenants.

Et d'aautant que puis quelques années en ce on contrainct les prevost des marchands et Eschevins de Lyon de payer seze seaux comme iceux de Paris bien que de tout temps ils n'en ayent payé que huict comme toutes les autres grandes villes de ce royaume Il plaise au Roy ordonner que les lettres concernants ladite Ville de Lyon ne seront taxees qu'à ladite raison de huict seaux.

Que les taxes de despens ne soient plus comptées a raison des feuillets veu l'abbus qui se faict en lignes et sillabes Mais a raison de six deniers pour chacun article alloué es bailliages et trois deniers es chastellenies Prevostés royaux et juridictions des Seigneurs haults justiciers.

Et d'aautant qu'en la Ville de Lyon et autres villes de la province qui sont Villes de negoces tout le bien consiste en deniers meubles et marchandises a celle fin que l'edict des meres (1) lequel a esté faict pour restraindre la succession quelles avoyent par le Senatus consulte tertullien (2) ne soit inutile et infructueux en pais de droict escript et en ladite ville et province de Lyonnois icelluy interpretant declairer que lesdites mères ne succederont esdites marchandises et debtes actifs provenus de l'estoc paternel ains seulement en meubles et immeubles d'Acquest et conquest et en l'Usufruit de la moytie des immeubles et Valleur desdites debtes et marchandises provenant de l'estre paternel Ainsy qu'il a tousjours esté observe et juge

100. passe id. compris au precedent.

101. passe art. 115. six deniers aux procureurs pour chacun article alloué.

102. passe art. 168.

(1) L'édit de 1567, dit édit des mères, enlevait à la mère, dans la succession de ses enfants, les biens qui provenaient du côté paternel. Cet édit rencontra une telle résistance qu'il ne put être effectivement appliqué.

(2) Le sénatus consulte tertullien de l'époque d'Hadrien admettait la mère en qualité d'agnate à la succession de ses enfants alors qu'auparavant elle ne pouvait y venir qu'en qualité de cognate.

audit pays de droict escript et en ladite ville et province de Lyonnois (1).

103. passe art.
169.

Et pour obvier a la dispute qui arrive ordinairement en la succession des filles decedant leurs peres vivans et testans de tous biens soit proffectifs ou adventifs comme tenues pour emancipées « ipso jure » par le mariage soit dictes quelles pourroient disposer des adventifs (2) comme bon leur semblera et non des proffectifs sans le voulloir et consentement des peres ou ayeuls paternels.

104. passe art.
170.

Que les successions pour les droicts dotaux proffectifs des enfans decedans du vivant du père et de layeul seront reglees.

105. passe art.
267.

Supprimer des a present les huissiers ou sergens supernumeraires renouveler les taxes et salaires et journees desdits sergens et les ordonnances qui les concernent d'autant que par le moyen de leurs concussions le peuple reçoit une grande foule.

106. passe art.
230.

Que les seigneurs haults justiciers ne pourront en leurs causes plaider par devant leurs juges Ains par devant le juge royal de la province comme il est en usage en Languedoc sinon du consentement des parties.

107. passe art.
276.

Que deffences soient faictes auxdits seigneurs et gentils-hommes d'establir leurs domesticques officiers de leurs justices ny leur bailler les fermes des amendes et autres droicts

(1) Cet article et les suivans sont un épisode d'une lutte entre le droit écrit et le droit coutumier. Les pays de droit écrit appliquaient la novelle 118 de Justinien, d'après laquelle les ascendans succédaient à leurs enfans et petits enfans décédés sans postérité en concurrence avec les frères, sœurs et neveux. Le droit des coutumes était divers, mais revenait toujours au principe que « les propres ne remontent pas », c'est-à-dire ne peuvent passer d'une ligne dans l'autre. L'édit des mères était une application du droit coutumier.

Il est difficile de classer les régions de l'ancienne France en pays de coutumes et pays de droit écrit, car les deux droits se pénétraient ; néanmoins, il est facile de comprendre que le conflit juridique pouvait être aigu à Lyon, ville de droit écrit, dans le ressort du parlement de Paris, pays de coutumes.

(2) Les adventifs étaient les biens acquis pendant le mariage.

et debvoirs seigneuriaux tant et sy longuement qu'ils seront leurs domesticques ny pareillement donner a leurs officiers non domesticques les fermes desdites amendes droicts et debvoirs seigneuriaux sur peyne auxdits seigneurs et gentilshommes de privation de leurs justices et aux officiers qui accepteront lesdits offices ou fermes d'estre privés a jamais de tenir offices et de cinq cens escus d'amende Et que tous lesdits officiers des justices subalternes seront tenus de faire et prester le serment apres deue information et inquisition de leur capacité par devant les baillifs et seneschaux a peyne de faux suivant l'ordonnance d'Orleans.

Que suivant les edicts des presidiaux les addresses des lettres de grace remission et pardon seront adressées ausdits presidiaux et non a autre.

108.
Reiette.

Que les officiaux et juges ecclesiastiques pour oster la congnoissance du possessoire des benefices aux juges royaux (1) ont introduict depuis peu une nouvelle forme en ce qu'ils reffusent les provisions ou lettres de capacité à ceux qui les leur demandent jusques a ce que le possesseur du benefice soit appellé par devant eux et pour cest effect decernent lettres et par ceste instance prennent indirectement congnoissance du possessoire des benefices a ceste occasion plaira a sa Majesté faire deffences ausdits officiaux de par cy apres decerner lesdites lettres Ains a eux enjoinct d'observer les ordonnances pour ce regard.

109.

Que les arrests des cens (2) et service ne pourront cy apres estre demandes que de cinq annees sinon en justifiant de lience d'annee en annee signé par le greffier des lieux

110. passe art.
162 et 163. 165.

(1) La justice civile, quand il s'agissait d'un bénéfice, s'efforçait de garder l'affaire devant elle par le possessoire; sa compétence sur le possessoire, confirmée par le Concordat de 1516, était très ancienne (*liber practicus rémensis* du XIII^e siècle).

(2) Le cens était la rente féodale, aliénation moyennant une redevance et sous réserve de la seigneurie directe; la rente était roturière. Le cens ne pouvait être aliéné à cens : cens sur cens ne vaut. Il était de sa nature imprescriptible, la directe ne pouvant être prescrite contre le seigneur.

et par lui paraphe en tous les feuillets qui seront cottes par numero et que le cens soit declare prescriptible par cent ans pour retrancher les grands proces qui en proviennent a la ruine de plusieurs villageois, et le droict de laoudz personnel (1).

111. passe art.
73.

Que les parlemens ne pourront evocquer ny retenir la congnoissance du principal ou accessoire sous couleur de quelques incidens d'appel Ains renvoyer le principal aux baillifs seneschaux et presidiaux et tout ce qui restera a executer des arrests ny traicter les causes en premiere instance à la cour sous pretexte de la verification des edicts ou autrement.

112. passe art.
52.

Que pour empescher que les ministres de la religion pretendue reformée n'entreprennent jurisdiction aux choses qui ne sont spirituelles et n'abusent comme ils font des deliberations qu'ils prennent en leurs consistoires et sinodes par excommunication et censure par raison de la liberté conceddée par les edicts de pacification sur le fait des escolles publiques hospitaux mariages et autrement sans forme ny ordre reffusans de donner les actes des deliberations et jugemens qu'ils font Il plaise à sa Majesté ordonner qu'ils donneront expedition en forme desdites deliberations et qu'il sera loysible aux interessés de se pourveoir contre icelles par devant les juges des lieux ou par appel comme il est en usage en l'esglise catholique apostolicque et romaine.

113.

Que les lieutenans de robbe courte et leurs archers soyent supprimés comme offices purement inutiles et a la foule du publicq.

(1) Le droit de lods et ventes était perçu lorsqu'un vassal cédait son fief; il était de 1/5 et s'appelait également quint; en même temps était quelquefois aussi perçu le requint (1/5 du quint). Primitivement, le seigneur pouvait s'opposer à l'aliénation en payant le prix offert et en reprenant le fief (retrait féodal).

Le relief était un droit de succession sur le fief (une année de revenu); il fut contesté par les coutumes, en vertu du principe que le mort saisit le vif.

Et parce que l'on a veu que depuis l'erection des commissaires aux quartiers dans la ville de Lyon il s'est faict de plus grands abus qu'auparavant, Parce que lesdicts commissaires connivent et composent et qui plus est s'ingerent d'ordonner seuls au faict de la police soit la jurisdiction de la police dudit Lyon remise en son premier estat et lesdits commissaires supprimés à ce que les quatorze bourgeois des quartiers vacquent comme devant à veiller sur les contraventions et rapportent aux juges de la police pour en juger (1).

114.

Et parce que plusieurs crimes énormes demeurent impunis par la connivence des officiers et juges es juridictions subalternes qu'il soit enjoinct aux baillifs seneschaux et Prevosts royaux d'en informer et congnoistre nonobstant toute incompetence ou prevention que l'on pourroit alleguer sy la poursuite sen treuve superceddée troys moys apres le delict commis.

115. passe art.
100.

Puis l'establissement des receveurs des consignations (2) les parties ont resseny tant de frais et de pertes que l'on est contrainct requerir leur suppression a ce que cy apres toutes consignations se facent es mains de marchans resceans et solvables a la descharge des debtours.

116.

Que sur les plaintes qui seront faictes par les parties et attestées par ung ou deux tesmointgs pour raison des concussions des huissiers et sergens leur soit leur proces faict et parfaict souverainement et de plain.

117. passe art.
105 sur deus
tesmoinscontes-
tes ou sur sin-
gulier.

Parce qu'es sieges presidiaux unis aux bailliages et seneschaulcées il est deffendu par l'ordonnance de Moulins

118.

(1) Il y avait à Lyon, depuis 1572, une juridiction de police composée de 6 juges, dont un officier du présidial, un élu ou un avocat, un ex-consul et trois bourgeois ou marchands. Les 14 (ou 12) bourgeois des quartiers recevaient les plaintes et en faisaient rapport.

(2) Les receveurs des consignations avaient été créés par un édit de juin 1578; dont le villes où il y avait un présidial, ils déposaient un cautionnement de 750 livres; ils furent l'objet de réglemens en 1648 et 1689.

de faire deux sceances ce qui est la cause que pour les matieres sommaires et legeres n'exceddant la somme de cinquante livres il fault renvoyer les causes en audience pour estre jugees par le nombre requis par l'ordonnance dont vient une grande longueur en l'expedition desdites causes qui concernent ordinairement le menu peuple et que s'il y a du deffault en l'instruction on ne peut les refformer en l'instance d'appel veu quelles sont jugees en dernier ressort que les baillifs et seneschaulx ou leurs lieutenans puissent juger sommairement seuls lesdites causes a la charge de l'appel au presidial.

119. passe art.
209.

Ce font plusieurs cedulles (1) en fraude des creanciers ou se gardent après avoir este payees ou autrement peuvent parvenir par plusieurs artifices entre les mains du pretendu creancier et quand elles sont anciennes et que le cedullé est decedde il y a facillité d'en faire valloir de contre-faictes et treuver des tesmoings qui diront l'escripture estre semblable.

120. passe id.

Il sembleroit bon qu'après dix ans les cedulles ne portassent plus aucune action car il n'est a croire qu'ung creancier n'ayant autre assurance qu'une simple cedulle eust voullu attendre d'en demander le payement et cella se treuve estre pratique par toute l'Itallie.

121. passe art.
60.

Soient faictes deffences aux peres et parens d'envoyer leurs enfans ou mineurs ou les tenir ès colleges estrangers hors le Royaulme pour ce qui est des lettres humaines, Philosophie et Théologie.

122. passe art.
207.

Que les femmes ne puissent estre emprisonnées pour debtes civiles soyent elles vefves filles ou mariées.

123. passe art.
205.

Que tous prisonniers pour somme d'argent de quelque obligation civile ou criminelle qu'elle procedde pourront impetrer la cession de biens (2) apres qu'ils auront tenu

(1) La cédule était la feuille de papier sur laquelle était écrite une promesse, une obligation, une lettre de change.

(2) La cession de biens, réglementée par la grande ordonnance de 1673 sur le commerce, avait été admise de bonne heure, notam-

prison serree cinq ans entiers excepte les recepveurs du Roy qui n'auront justifié que leur infortune ont cause leur pauvreté et que les condamnés pour crimes detenus pour les amendes et dommages et interests seront receus a la cession trois ans apres la prison s'ils offrent de demeurer trois heures au carquant.

Que les edicts et arrests faicts contre les jeux de hazard et joueurs et berlans soit renouvelles et estroictement gardes (1).

124. passe art.
152.

Deffences soient faictes aux debiteurs pour jeux de dés cartes et pour drap de soye d'or ou d'argent vendu a credit de payer fors a ceux a qui est permis par les ordonnances porter lesdits draps de soye d'or ou d'argent et ce a peyne d'en paier encores aultant au Roy et de pareille somme contre le creditur qui l'aura receu dont le tiers appartiendra au revelateur.

125. passe art.
153.

Que les procureurs faisans des encheres sur biens immeubles seront tenus de nommer leur maistre aultrement s'ils se taisent ils respondront du deffault de la consignation.

126. passe art.
137.

Qu'ils ne pourront achepter les fruits des heritages qui se vendront en leur siege par eux ny par personnes interpositées a leur benefice ny pareillement les juges advocats greffiers ny praticiens du mesme siege A peyne de l'amende de la somme de la juste valleur des fruicts.

127. passe art.
137.

Que les ordonnances contre les artisans et vendans à détail de la prescription des six moys (2) soit rafraichie et ordonner en l'interpretant que la continuation ne sera con-

128.

ment dans le midi de la France, où l'on suivait les usages italiens : Beaumanoir la considère comme pratiquée et l'ordonnance de 1510 l'admet en interdisant de la faire par procureur (art. 70).

(1) Les art. 124 et 125 reproduisent les art. 100 et 101 de l'ord. d'Orléans; l'art. 59 de l'ordonnance de Moulins ajoute que les biens perdus au jeu par les mineurs pourront être répétés.

(2) Les courtes prescriptions avaient été réglées par l'ordonnance de 1510 sur la justice : six mois pour les marchands (art. 63), un an pour les salaires des domestiques (art. 67), cinq ans pour les arrérages des rentes (art. 71), dix ans pour les actions en rescision (art. 46).

siderable et que l'action ne subsistera que pour les derniers six mois avant la demande Et que la demande sera judiciaire et poursuivie jusques à deffault ou presentation de l'adjourne.

129. passe art.
116. Que nulles saisies ou emprisonnemens pour chose civile soient permises à perils et fortunes sinon contre estrangers demeurant hors le Parlement ou elle sera requise.

130. passe au-
dit art. Ny sur cedulle non recongneue fors enre marchans et pour marchandise (1).

131. Les artisans mecaniques ne seront reputes ni pour les privileges ny pour les rigueurs des foires.

132. passe art.
104. Que deffences soient faictes aux notaires de recepvoir aucungs actes sur le rapport de leurs clerks ou d'autrui (2) et tant à eux qu'àux greffiers de rien antidater et aux juges de le souffrir de quelque petite ou grande importance que soient les actes et quelque consentement que les parties y aient ou y puissent prester A peyne de faux et de punition corporelle contre lesdits notaires et greffiers.

133. passe au
susdit art. Idem contre les banquiers de Romme et soit informe contre eux.

134. passe art.
158. Soit observe le soixante quatriesme article d'Orleans (3) pour les proces criminels et ne communilquer au procureur fiscal que pour le relasche et pour la diffinitive.

135. passe art.
154. Et le cent quarante uniesme (4) soit gardé contre les

(1) L'art. 144 de l'ord. d'Orléans demandait que toute cédule reconnue entre marchands emportât contrainte par corps, comme il se fait en la conservation de Lyon.

(2) Une ord. de 1498 défendait aux notaires de recevoir un contrat sans connaître les contractants; les art. 84 de l'ord. d'Orléans et 165 de l'ord. de Blois leur enjoignent de faire signer les parties et les témoins instrumentaires et, s'ils ne savent pas signer, de faire mention de la requête par eux faite et de la réponse.

(3) L'art. 64 de l'ord. d'Orléans interdit la communication au procureur fiscal pendant l'instruction, mais défend d'élargir sans lui avoir communiqué le dossier.

(4) L'art. 142 de l'ord. d'Orléans défend aux marchands de supposer le prêt de marchandises appelé perte de finance, qui se fait par revente de la même marchandise à personne supposée, opération qui paraît bien être le billet de complaisance.

marchans et autres qui prestant a perte de finances, et que 5 ou 6 tesmoins singuliers et divers actes facent foy.

Que tous juges tant des cours souveraines que autres officiers enquesteurs advocats procureurs greffiers notaires et sergens et tous autres officiers quelsconques inserreront ou feront inserer au pied des proces verbaux ordonnances escriptures actes et exploicts leurs taxes vacations et salaires Autrement et a faulte de ce faire sera contre les deffaillans audict article delivree executoire sans les ouir ny prendre autre congnoissance de cause que le manquement de ladite insertion ou grattification s'il n'en est rien prins de la somme de dix livres pour la première fois vingt livres pour la seconde applicable la moytie aux pauvres et l'autre moytie au pain des pauvres prisonniers des conciergeries et de suspension de leurs charges pour la troisieme.

Seront les salaires desdits juges advocats procureurs notaires et autres officiers regles avec deffences de contrevenir au reglement a peyne de concussion.

Que les executions d'arrests jugemens et commissions se feront par les juges des lieux et non des cours s'il ne s'agist de duches marquisats comtés ou baronnies et a faulte de ce faire ne pourra estre demande par la partie qui aura avance les frais que les frais vacations et despeses que les officiers du pays ou l'arrest et commissions estoient a executer eussent faicts.

Que suivant les ordonnances des preceddens estats de Tours Orleans et Bloys les grands Jours (1) se tiendront tous les ans es provinces plus lointaines des parlemens les-

136. passe art.
199.

137. passe art.
200.

138. passe art.
74.

139. passe art.
75.

(1) Les Grands Jours étaient une délégation du parlement, le plus généralement du parlement de Paris, qui tenait des assises dans les provinces, à raison de l'étendue du ressort, ou quand la justice ordinaire paraissait trop faible pour maintenir l'ordre; ils s'occupaient de toutes affaires civiles et criminelles, et notamment de la répression des abus commis par les officiers de justice; les derniers furent tenus à Poitiers en 1634 et à Clermont en 1663. Ils semblent à l'origine avoir fait une sorte d'intérim entre les grandes juridictions provinciales et les parlement non encore organisés.

quels finis les cours seront tenues renvoyer tous les proces introduits en premiere instance en iceux ou evocques pendant les sceances d'iceux sans pouvoir les emporter et juger A peyne de nullité des jugemens dont la congnoissance sera attribuee au grand conseil sauf les grands proces criminels contre les gentilshommes et officiers.

140. passe art.
61.

Que nul escollier ou privilege soit receu a faire renvoyer aucune cause par devant le conservateur des privileges des Universités ou autres juges s'il n'est partie de son chef et non par transport soit des parens ou autres Autrement soit procedde par le juge naturel de la cause nonobstant le renvoy.

141. passe art.
135.

Que les ordonnances de Tours et de Bloys seront suivies pour le privilege du bestail et outils servans au labourage et le mesme privilege estendu pour les semences necessaires a ensemencher les terres et foing et paille aussy necessaire pour la nourriture dudit bestail.

142. passe art.
157.

Soient les cent nonante et nonante uniesme articles de Bloys (1) contre ceux qui excéderont les executeurs des jugemens arrests et actes de justice resisteront a icelle et n'obeiront aux commandemens qui leur seront faicts estreictement observés.

143. passe au-
dit art. 157.

De mesme le cent nonante deuxiesme (2) contre les haults justiciers qui souffriront port d'armes forces et violences en leurs jurisdictions et ce par privation de leurs justices.

(1) L'art. 190 de l'ord. de Blois interdit d'outrager les magistrats, officiers, huissiers et sergents exécutant des actes de justice et ordonne aux juges de ne pas tenir compte de toute grâce et pardon qui pourraient être donnés au coupable. L'art 191 confirme et reprend les édits de Moulins et d'Amboise contre ceux qui résistent aux juges et exécutions des arrêts.

(2) L'art. 192 ordonne que les seigneurs haut justiciers qui souffriront port d'armes, violences et n'en feront justice, seront privés de leur justice et, en cas de connivence et de dissimulation, privés de leurs états.

Que le cent et deuxiesme article de Bloys (1) contre ceux qui exercent usures et prestent deniers a proffict et interests ou baillent marchandises a perte de finance sous pretexte de commerce publicq soit rigoureusement observé et que pour la preuve desdits delicts les tesmoings singuliers de divers actes facent preuve suffisante.

144. passe art.
154 et suivant.

Que suivant la resolution du deux cents et septiesme article de Bloys (2) Qu'il plaise au Roy commettre des commissaires pour recueillir et arrester les ordonnances et reduire par ordre en ung volume celles qui se trouveront utiles et necessaires avec les coustumes qu'on dict estre generales par tout le royaume.

145. passe art.
202.

Qu'en la ville de Lyon et en toutes les jurisdictions estans dans icelle il ny avoit autrefois que douze procureurs Et depuis par arrest des grands Jours de Lyon (3) le nombre reduict a quarante depuis lequel arrest ledit nombre est accreu jusques a soixante dix nonobstant toutes les oppositions desdits procureurs outre ce que certains partisans se font ouir avoir edict de Creation de douze procureurs en l'eslection et six en la conservation des foires avec ampliation de pouvoir postuller partout Qu'il soit ordonné que le nombre des procureurs tant pour la seneschaulsée qu'eslection et autres jurisdictions dans ladite ville sera reduict a quarante suivant ledit arrest Nonobstant tous edicts et arrests au contraire et les autres supprimees deffenses a tous juges d'en recevoir aucuns que lesdits procureurs ne soyent

146. passe art.
101.

(1) L'art. 202 de l'ord. de Blois ordonnait le bannissement et l'amende, dont le quart au dénonciateur, et pour la seconde fois la confiscation des biens.

(2) Le roi, dans l'art. 207 de l'ord. de Blois, déclare : « Nous avons avisé de commettre certains personnages pour recueillir et arrêter lesdites ordonnances et réduire par ordre en un volume celles qui se trouveront utiles et nécessaires, et pareillement rédiger, réformer et éclaircir au mieux qu'il sera possible les constitutions particulières et locales de chacune province. »

Le président Brisson fut chargé de compiler l'ouvrage appelé code Henri III, recueil des ordonnances en vigueur sous Henri III; terminé en 1586, il ne reçut jamais la sanction royale.

(3) Très probablement en 1596.

reduits audit nombre et que le 241^{ème} article de Bloys sera observé concernant lesdites demissions.

147. passe art.
106.

Que pour mettre a execution les lettres et commissions seront prins des huissiers ou sergens sur les lieux plus proches et non envoyés de paris ou lieux loingtains pour consommer les parties en frais.

148. passe art.
197.

Que les taxes des commissaires Greffiers et sergens soyent reglees Mesme au faict des inventaires ventes et comptes et les notaires regles avec les commissaires et greffiers pour la confection des inventaires.

149. passe art.
117 et 118.

Que les comptes soyent ouys par ung seul et non par les juges et commissaires ensemble.

150. passe art.
282.

Qu'il plaise au Roy revocquer l'edict et desclaration sur les chevaux de relais joints avec ceux des postes et permettre a ses subjects de tenir et louer chevaux ainsy qu'ils faisoient auparavant (1).

passe art. 119.

Que les espices (2) seront taxees en livres et non plus en escus (3) tant par les cours souveraines que tous autres juges.

(1) L'édit d'août 1602 révoquant l'édit de 1597, qui avait établi des chevaux de relais à louer, incorpore ces chevaux aux postes, pour que les postes ne soient pas désorganisées et pour permettre de connaître les gens qui voyagent. Ces chevaux jouissaient du privilège de ne pouvoir être saisis.

Une décision consulaire du 26 juin 1612 réglementait la poste à Lyon; il y avait un courrier pour Marseille trois fois par semaine, pour Toulouse deux fois, etc.; la taxe était de 4 sols par once pour Marseille et Montpellier, de 6 sols pour Toulouse, Tours et Bourges, etc.

(2) Les épices étaient une habitude devenue si régulière et officielle que le tiers demandait qu'elles fussent taxées par le président et qu'elles puissent figurer dans l'expédition du jugement, et que d'autre part certaines juridictions au criminel retenaient les gens en prison et au civil ordonnaient le sursis de la décision jusqu'à l'acquiescement.

(3) L'édit de septembre 1602 sur les monnaies avait prescrit l'usage des comptes en livres au lieu des comptes en écus de l'ord. de 1577. Il y avait avantage à recevoir les épices en écus, parce qu'elles étaient payées en écus-quart : l'écu valait trois livres, c'est-à-dire 60 sols; le quart d'écu valait 15 sols, mais avait été élevé à 16 sols, de sorte que l'écu-quart valait 64 sols.

Defences seront faictes a tous juges a peyne de concus-
sion de recepvoir aucuns presens soit en deniers denrées
gibbier confitures et autres choses quelsconques pour raison
des proces avant ou apres le jugement.

passee art. 204.

CHAPPITRE DU COMMERCE

151. passe art.
126.

Et parce que la court de la conservation des privileges des foires de la ville de Lyon (1) importe de tant a toutes les bonnes Villes de France pour estre les jugemens de ladite conservation executaires non seulement par tout ce royaume mais par tout le monde sans demander visa ne pareatis. Que toutes les bonnes Villes de France avoient passe procuration cy devant pour remonstrer a sa Majesté comme ladite court avoit este demembree par les predecesseurs Roys d'heureuse memoire du Seneschal de Lyon, Lequel lors de la creation des foires dudit Lyon auroit esté declairé juge gardien et conservateur d'icelles non pour

(1) Les foires de Lyon furent établies en 1419, au nombre de deux ; Charles VII en créa une troisième en 1443 et Louis XI une quatrième en 1462. Elles duraient quinze jours chacune et commençaient le lundi après les rois, le lundi après Quasimodo, le 4 août et le 3 novembre.

Le tribunal de la Conservation date de 1462 ; Louis XI établit à Lyon un juge conservateur des privilèges des foires, chargé de juger les contestations entre marchands, les faillites et même les délits de droit commun survenus pendant les foires. Ce fut le sénéchal qui fut d'abord chargé de ces fonctions, puis un juge spécial. Le premier fut Claude Thomassin, consul en 1503, 1510 et 1515 et capitaine de la ville. En 1614, le conservateur était Jacques de Baïs. A sa mort, la charge étant vacante, la ville se préoccupe d'acquérir cette juridiction (assemblée de notables du 22 octobre 1615). Elle la racheta en 1655 ; la conservation fut unie au corps consulaire (édit de mai 1655, vérifié au parlement par arrêt du 25 juin 1655). Elle siégeait, avant la réunion au consulat, entre la rue St-Jean et la rue des Trois-Maries.

Elle était composée depuis 1655 de 11 juges : le prévôt des marchands, qui présidait, 4 échevins, 1 ancien consul et 5 marchands ou bourgeois ; elle jugeait en dernier ressort jusqu'à 500 livres, avec exécution provisoire au delà de ce chiffre ; ses jugements étaient exécutoires dans tout le royaume sans visa ni pareatis.

autre sinon parce qu'il fut remonstré à leur Majesté que ledit conservateur estoit à l'instar du preteur que les Romains appelloient peregrinus estably pour ouir les causes des estrangers et les despescher sur le champ. Que de mesme estoit de besoing establir ung conservateur pour lesdites foires qui despeschat les marchans forains y affluans sur le champ et sans forme ny figure de proces ce qui ne se pouvoit esperer dudit Seneschal ny d'autres juges de robbe Longue nourry en longueur et formalité des palaix qui auroit esté l'occasion que leurs majestés auroient donné ausdits marchans ung conservateur de robbe courte qui les despescheoit sur le champ sans ministere d'advocat longueur ny formalité de justice. Mais que depuis quelque temps en ça les gens de robbe longue avoient empieté ledict estat et introduict en ladite court les mesmes formalités de longueur frais et despenses accoustumées en autres cours ordinaires tellement que tant s'en fault que pour le joudhuy les marchands se ressentent du desmembrement fait de ladite court de celle du Seneschal qu'au contraire ils en reçoivent incommodité pour la contention de jurisdiction qui est souvent entre le seneschal et le conservateur lequel traicte les affaires des marchands avec les mesmes formalités que le Seneschal et avec plus de frais et outre ce sont les marchans frequentans les foires de Lyon de pire condition que les autres marchans de ce royaume qui sont jugés par juges consuls gens de robbe courte expérimentés au fait de marchandise qui auroit esté l'occasion que sa Majesté par son edict auroit donné audict conservateur de Lyon deux accesseurs de robbe courte. Mais ledit edict n'auroit esté veriffié en parlement qui auroit treuvé plus de support que les marchans quelque justice de cause qu'ils eussent (1).

(1) Un édit de mai 1583 avait autorisé la nomination de deux notables marchands comme juges assesseurs du conservateur; mais le parlement, par arrêt du 12 juillet 1584, avait débouté les marchands de leur requête en enregistrement.

152. passe art.
266.

Qu'il soit ordonné que ledict office demeurera supprimé par mort pour ce fait estre la jurisdiction des foires reglée suivant la jurisdiction des marchans de Paris (1) Bourses de Rouen et Thoullouze (2) et autres de ce royaume et cependant seront les causes expediées en ladite jurisdiction sommairement sans ministere d'avocats ny procureurs ny formalité de justice; Ainsy qu'esdites jurisdiction et bourses de Paris Rouen et Thoullouze. Et que les jugemens seront executés par tout le royaume sans estre tenus a demander aucung Visa ny pareatis (3).

153.

Que les Prevost des marchans et Eschevins de Lyon presideront aux rondes qui se font au change (4) tant pour l'as-

(1) La juridiction des marchands à Paris, qui siégeait au Parloir aux Marchands, rue St-Jacques, avait été créée par un édit de novembre 1563; elle jugeait les procès entre marchands et pour faits de marchandises jusqu'à 500 livres en dernier ressort, avec exécution provisoire au delà de ce chiffre.

(2) La justice de la bourse de Toulouse avait été créée par un édit de juillet 1548 sur le modèle du change de Lyon. Le mot bourse, synonyme de change, viendrait de ce fait qu'à Bruges le change était fait sur la place où était l'hôtel de la famille de la Bourse.

(3) Le visa était un sceau indiquant que la décision avait force de loi. Le pareatis était une lettre de chancellerie permettant de faire exécuter une décision judiciaire hors du ressort de la juridiction qui l'avait rendue.

(4) Le change était une opération destinée à faciliter les règlements très nombreux à l'époque des foires, en évitant les paiements en monnaie souvent différente, et consistant à faire le compte de toutes les créances et dettes des marchands de Lyon sur les places étrangères, la différence seule étant payable en monnaie; on centralisait les dettes et les créances de Lyon sur une autre place et on les évaluait en la monnaie de cette place; ce mode de règlement avait été introduit à Lyon par les Florentins, probablement sur le modèle des foires de Bolzano dans le Tyrol.

L'ouverture de chaque paiement était faite par le prévôt des marchands, qui se transportait avec son greffier dans la loge du change, où il faisait une allocution pour recommander la probité dans le négoce.

Le règlement de la place des changes de Lyon, approuvé par arrêts du Conseil du roi et du parlement de 1667, a été imprimé en 1678.

signation des payemens des foires que pour regalles ou faire le compte des changes de chacun payemen.

Que les Villes franches de ce royaume soyent maintenues en leurs anciens privileges franchises et libertés et qu'à ce faire sa Majesté fera cesser la frequente levée des subventions Lesquelles au lieu qu'anciennement elles ne se levoient que rarement et pour grandes et urgentes necessités et au plus deux ou troys fois pendant le regne d'ung Roy pour long qu'il fut lon en a puis quelque temps en ça facit ung ordinaire et rendu par ce moyen indirectement lesdites Villes franches taillables.

154.

Plaise au Roy lever tous les prejudices faicts aux privileges conceddés par les Roys aux Villes et communaultés pour en jouir a la forme des concessions d'iceux et premieres verifications aux Villes franches ou qui ne peuvent florir que par le commerce ou observation de leurs privileges puis que lesdits privileges sont les marques de leur fidelité et bons services rendus à la Couronne.

155.

Toutes marchandises sortans de la ville de Lyon pendant la franchise des quatre foirés sont exemptes et franches de tous droicts et impositions et en signe de ce sont marquées en l'hostel de ville de Lyon aux armes du Roy et de la Ville et en est donné certificat moyennant lequel lesdites marchandises vont libres par le Royaume ou pour y demeurer ou pour sortir hors d'icelluy Neantmoins les fermiers de la patente et foraine (1) de languedoc et provençe s'ingèrent de nouveau de lever sur icelles ung impost du cin-

156.

(1) Les droits de foraine, haut passage et rêve, dénommés dans l'usage courant droit de foraine, étaient des droits de sortie payés au début du xiv^e siècle par toutes les marchandises sortant du royaume, puis à partir du roi Jean, de province où les aides avaient cours à province où elles n'avaient pas cours. Ces droits étaient perçus par les maîtres des ports et passages. Ils étaient de 12 deniers par livre pour l'imposition foraine, 7 pour le haut passage et 4 pour le rêve. Le consulat les racheta en 1555, moyennant une rente annuelle de 2.500, portée en 1581 à 3.500 livres.

Tous les droits de sortie étaient suspendus pendant les foires.

quiesme denier et domaniale (1) l'ayant ainsi baptisee et laquelle n'est point due pour tout ce qui sort pendant ladite franchise laquelle ne dure que quinze jours francs pour chacune des dites foires Partant plaise au Roy lui faire deffense de plus exiger aucune chose sur lesdites marchandises sortans dudit Lyon pendant les dites franchises apres quelles seront marquees et certiffiees comme dict est, le tout sans prejudice des droicts de resve et de foraine qui est es mains de ladite Ville.

157. Que les foires de Lyon seront restablies en leur premiere franchise et liberte et ce faisant abolir les subsides puis l'annee mil cinq cens quarante deux (2).

158. Que l'impost des six deniers pour livre (3) qui se prend a la doanne sur toutes marchandises octroye par le feu Roy Henry deuxiesme en l'an mil cinq cent cinquante ung pour l'acquist des debtes de la Ville de Lyon soit levé attendu que ceste nature de debtes se treuve acquittee longtemps et veu que toutes les autres Villes de ce royaume en sont exemptes autrement serait ladite Ville en pire condition que les autres.

159. Que le fermier de la doanne ne pourra requerir autres juges que les officiers du Roy ausquels la congnoissance en appartient ainsy que l'on a use jusques apresent (4).

160. Qu'il soit enjoint aux fermiers des traictes foraines de tenir leurs commys sur les frontieres et es lieux cy devant ordonnés et leur faire deffenses de tenir aucungs commys ny exiger aucune chose au Masconnois et hault Vivarés

(1) La traite domaniale avait été créée par un édit de février 1577; elle ne devait être payée qu'à la sortie du royaume sur les vins, les blés et les toiles.

(2) La ville avait, sous François I^{er}, racheté les aides et gabelles, moyennant une rente annuelle de 8.000 livres.

(3) C'était un cctroi accordé à la ville pour le remboursement d'un subside d'environ 230.000 livres, auquel le roi l'avait taxée. Il fut fondu dans le tiers surtaux.

(4) Il y avait une juridiction de la douane créée en 1563 et composée du trésorier de France, du lieutenant général de la sénéchaussée, du maître des ports et des avocats du roi.

comme ils font puis quelque temps et y contraignent indifféremment pour toutes marchandises bien qu'elles ne sortent point du royaume (1).

Toutes marchandises qui viennent de Flandres, Allemagne et Angleterre, Entrans par Normandie, Picardie, Champagne et Bourgogne pour se rendre à Lyon ne doivent payer le droit de douane (2) sinon audit Lyon et y estans arrivés et cest pourquoy cy devant les conducteurs desdites marchandises prenoient des fermiers ou commys à l'entrée du Royaume un congé que l'on appelle acquit qui leur estoit baillé sur caution de rapporter leur certificat de la douane de Lyon d'y avoir payé le droit d'icelle et ainsy lesdites marchandises ne payoient qu'une fois ce mesme droit mais puis quelque temps y ayant divers fermiers à la frontière et divers à la douane de Lyon et les uns et les autres se sont voulu ingérer de prendre et percevoir chascun ce mesme droit et encens aujourd'hui qu'il ny a par tout qu'un seul fermier, ses commis et frontières en veulent ainsy user-chose d'autant injuste et injurieuse mesme que ladite ville de Lyon payeroit deux fois ce mesme droit. Ce que toutes les autres Villes de ce royaume ne payent qu'une fois seule. Partant plaise au Roy faire

161.

(1) L'imposition foraine ne devait être perçue que sur les marchandises allant à l'étranger.

(2) La douane de Lyon datait de l'édit de 1540; il ordonnait que toutes les étoffes d'or, d'argent et de soie, les soies cuites et teintes venant d'Italie, d'Avignon et d'Espagne, seraient portées à Lyon pour y acquitter un droit de 5 p. 100 *ad valorem*, majoré pour le velours, le satin et le taffetas de Gênes. En 1544, toutes les marchandises françaises ou étrangères destinées à Lyon furent assujetties à un droit de 2 1/2 p. 100. Puis les étoffes françaises d'or, d'argent et de soie furent soumises à la douane comme les étoffes étrangères. L'obligation du transit à Lyon fut généralisée par l'édit de 1585 et s'étendit à toutes les marchandises arrivant à Marseille ou venant de Flandre, Allemagne et Angleterre; un arrêt de 1603 stipula cependant que les marchandises originaires de Languedoc, Provence et Dauphiné, circuleraient librement entre ces provinces, sauf si elles étaient destinées à l'étranger. La douane de Lyon englobait Lyon, le Forez, le Beaujolais, le Dauphiné, la Provence et le Languedoc. Elle n'était pas suspendue pendant les foires.

deffenses à tous lesdits fermiers et leurs commys à l'advenir d'exiger aucung droict d'entree a la frontiere, sur lesdites marchandises qu'il leur apparroistra entrer et passer pour Lyon et leur enjoindre de se contenter comme devant de l'obligation promesse et caution de leur rapporter au retour le certificat de ladite doanne de Lyon lesdites marchandises y avoir paye et acquitte ledit droict de doanne.

162.

Et attendu que toutes Espiceries et drogueries subjectes a payer le droict de quatre pour cent (1) à l'entrée du royaulme aux ports et Villes a ce ordonné par sa Majesté venans par après dans la ville de lyon ne sont subjectes a payer autre droict que celui de doanne en rapportant le certificat de l'entree soyent faictes deffenses au fermier de ladite doanne de lyon de prendre ny exiger sur icelles sinon le droict ordinaire de la doanne a lyon et tel qu'il s'est accoustumé de ly prendre et lever.

163.

Que toutes marchandises subjectes par les ordonnances a ladite doanne ne viendront par cy apres non par les voyes establies (2) par les ordonnances sur les peynes y contenues et deffences soient faictes au fermier d'icelles de tenir bureau ny exiger lesdits droicts ailleurs suivant l'arrest du dixiesme de mars mil six cens douze contradictoirement donne avec le fermier lequel nonobstant ce continue lesdits bureaux prend ces mesmes droicts et marque de la mesme marque de lyon destournant par ce moyen le negoce de la ville de lyon (3) a la grande ruyne et destri-

(1) Ce droit de 4 p. 100, perçu habituellement en même temps que la douane, en était distinct et datait de 1539.

(2) Les marchandises passaient par une route déterminée : les soies d'Espagne par Narbonne, celles d'Italie par le Pont-de-Beauvoisin, celles du Levant par Marseille.

(3) La douane avait contribué à faire de Lyon le grand entrepôt du sud-est de la France par l'obligation d'y transporter les marchandises et la ville tenait à ce transport. Mais le fermier, pour éviter cette obligation, ce qui pouvait augmenter le rapport de la douane, et aussi pour supprimer une prime à la fraude, tendait à établir des bureaux à la périphérie du domaine de perception, sur toutes les routes importantes. Les premières tentatives furent de

ment d'icelle et au prejudice des droicts du Roy qui ne peut seavoir la juste valleur de ladite doanne.

Que les officiers de ladite doanne soyent payés de leurs gages sans retranchement. 164.

Et parce que toutes les villes et provinces de ce royaume comme elles sont subjectes a ung mesme Roy Aussi ne peuvent les habitans des unes estre tenus pour estrangers pour le regard des autres, qu'il plaise au Roy que le commerce sera doresenavant libre d'une ville et d'une province en autre en sorte qu'il sera loysible à tous subjects du Roy sortir hors les villes et provinces de ce royaume les grains denrées ou marchandises pour les mener et conduire en une autre des villes de ce dict Royaulme, encores quelle ne soit de mesme gouvernement et ressort et sans demander congé ou permission aux gouverneurs ou bien aux maires et eschevins desdites Villes ny payer aucune chose pour le transport que ce payent les marchans mesmes desdites villes ou ils auront achepté ou faict apprester lesdites denrees et marchandises. 165.

Qu'il soit donné quelque bon ordre et reglement aux monnoyes (1) tant dor que d'argent aux fins quelles soyent 166.

1602; le consulat protesta, et après de longues négociations obtint un arrêt du conseil du 10 mars 1612 rétablissant les règles des anciens édits. Il resta lettre morte; le procureur de la ville, Charles Grolier, fit en vain un voyage en Languedoc, Dauphiné et Provence, pour obtenir des parlements l'exécution de l'arrêt; la chambre des comptes d'Aix répondit par l'établissement d'un bureau à la Ciotat et les états du Dauphiné en faisant payer la douane à Sisteron. Le fermier continua à créer ces bureaux dits « obliques »; il y en avait 167 à la fin du xvii^e siècle.

(1) Les monnaies réglementées par Pépin-le-Bref et par l'ordonnance de 1273, avaient été ensuite l'objet de nombreuses décisions royales, notamment, au xvi^e siècle : déclaration de 1506, règlement de 1526, ordonnance de 1530, règlement de 1549, édit de 1552, déclaration de 1554, édit de 1577.

On comptait en écus, livres et deniers : l'écu valait 3 livres, la livre 20 sols, et le sol 12 deniers; ces termes répondent à des monnaies de compte et non aux monnaies réelles dont la valeur était déterminée par le nombre de pièces pris sur tel ou tel poids de métal, par exemple à la taille de tant à la livre ou au marc; l'or pur

du prix et alloy quelles doibvent estre, et pour faire cesser le mauvais traictement que reconnoissent les estrangers aux entrees et extremities de ce royaume par le moyen des recherches et recouvrements que leur font les gardes des ports et les officiers des monnoyes et autres qui se disent avoir charge de la recherche desdites monnoyes Ce qui empesche l'apport de l'or et de l'argent estranger en ce royaume qu'il soit donné cours a toutes monnoyes tant dor que d'argent estranger a tel bas prix qu'il sera advisé et

était dit à 24 carats, l'argent pur à 12 deniers; le terme « au dernier onze » indiquait que dans ce sol (12 deniers) la proportion d'argent était de 11/12 : c'était l'« argent le roy ».

Le marc était une mesure de poids dérivé de la livre romaine et valant 8 onces. Le marc de Troyes (monnaie royale) était de 245 gr. d'argent, celui de Tours de 223 gr. 39, celui de la Rochelle (ou d'Angleterre) 229 gr. 85. La livre tournoi était de 9 gr. 8 d'argent. Elle équivalait à 0 fr. 987. La livre parisienne était d'un quart en plus.

L'écu était une monnaie qui portait les armoiries du roi : écu d'or créé par saint Louis, qui pesait 4 gr. 05 à 4 gr. 15; écu d'or de Philippe VI, écu de 1384 à 60 au marc, écu de 1421 à 66 au marc, écu d'or au soleil de Louis XI, écu à la salamandre de François I^{er}, etc. : l'écu blanc de 60 sols date de 1641.

L'édit de septembre 1602 donnait la liste de toutes les monnaies ayant cours, y compris les monnaies étrangères : escu d'or sol (65 sols), demy escu (32 sols 6 deniers), escu couronné (64 sols), vieil escu (78 sols), double ducat Henry (7 livres) et demy double ducat Henry, vieil double ducat d'Espagne (6 livres 15 sols) et vieil ducat simple d'Espagne, double ducat de Portugal ou millerets (6 livres 18 sols) et simple ducat de Portugal, double pistolet d'Espagne (6 livres 6 sols), escu simple d'Espagne (63 sols), quart d'escu (16 sols) et demy quart d'escu, franc d'argent (21 sols 4 deniers), demy et quart du franc (10 sols 8 deniers et 5 sols 4 deniers), teston (15 sols 6 deniers) et demy teston, quatre réelles d'Espagne (21 sols, 4 deniers) et le double, le simple et le demy, double ducat à deux testes (6 livres 10 sols) et le simple, double ducat Albertus (6 livres 12 sols), Albertus de Flandres (46 sols) et le double, Angelot d'Angleterre (5 livres), noble à la roze (7 livres 10 sols), noble Henry (6 livres 15 sols), chelin d'Angleterre (9 sols 6 deniers), Philippes dalles de Flandres (47 sols 6 deniers), son demy et le quint de dalles (9 sols 6 deniers), florin de Flandres à deux testes (18 sols) et le demy, teston de Lorraine (12 sols), teston de Dombes (15 sols 6 deniers), ducaton de Florence, Parme, Venise, Milan, Savoye, Mantoue, Genes, Lucques (52 sols), dalles de Franche-Comté (44 sols).

beaucoup plus bas que les nostres affin que l'estranger sca-
chant que son argent sera receu en ce royaume soit invite
l'y apporter pour employer en negoces et marchandises dont
ils ont accoustumé s'y pourvoir et à ces fins revocquer toute
court et jurisdiction qu'ont usurpé les Prevost gardes et
officiers des monnoyes pour les grands abbys qu'ils commet-
tent et icelles delaisser a ses juges ordinaires Comme aussy
renouveler le vingt deuxiesme article de l'ordonnance du
Roy François premier en l'an mil cinq cens vingt six aux
fins que nul jouisse des privileges octroyés aux monnoyes
s'il n'est monnoyer de mestier qualité et condition.

Que les changes de Paris ne se puissent estendre hors de 167.
ce royaume a ce que la place de Lyon demeure seule pour
les changes de dehors comme devant.

Et d'autant que les gardes du maitre des ports institués 168.
pour empescher le transport de lor et argent et choses pro-
hibées ne servent qu'a couvrir ledit transport estant char-
ges vraiment inutiles et dont se commettent divers abbys
et vexations aux marchans Qu'il plaise au Roy les suppri-
mer.

Que ceux qui feront faillite et banqueroute (1) se ren- 169. passe art.
206.

(1) La banqueroute, la faillite et la cession de biens semblaient
jusqu'alors dans notre droit être confondues; les ordonnances sé-
vissaient contre les banqueroutiers, ne paraissant connaître que
ceux qui fraudaient leurs créanciers et n'avoient envisagé la ques-
tion qu'au point de vue pénal : ord. du 10 octobre 1536, d'après
laquelle les banqueroutiers frauduleux devaient être mis au carcan
et au pilori; art. 143 de l'ord. d'Orléans, qui réclamait contre eux
des peines extraordinaires.

Mais, avant la grande ordonnance de 1673 sur le commerce, Lyon
avait mis en pratique la législation des grandes villes italiennes,
Florence, Milan, Venise et surtout Gênes, et le stile de la conserva-
tion comprenait une législation détaillée de la faillite (art. 137-169):
il est fait un inventaire des livres et des biens du failli et une en-
quête sur son départ; les créanciers nomment leurs mandataires et
un curateur pour administrer et vendre; le failli peut, avec un
sauf-conduit, discuter avec eux et traiter; ceux qui n'acceptent pas
sont assignés en homologation. Le débiteur de bonne foi est nette-
ment distingué du banqueroutier : il peut même, de sa propre ini-

dront prisonniers et remettront leurs livres de raison (1) entre les mains de leurs créanciers ou leurs députés et a faute de ce faire seront tenus d'avoir fait banqueroute en fraude et contre eux procédé suivant la rigueur des edicts sans qu'il soit loysible aux premiers juges de se dispenser du dernier supplice.

170.

Et d'autant que les banqueroutes sont aujourd'hui fort fréquentes seroit besoing de renouveler les trois cens cinquante sept et trois cens cinquante huitième articles de Blois (2) Et ce faisant ordonner que toutes scriptes d'associations seront enregistrées a la forme desdits articles comme aussi les desistemens qui pourroient estre faicts d'icelles soit de main privée ou publique pour estre lesdits desistemens publiés en l'audience du conservateur et juges consul a peyne de n'y avoir aucun esgard.

171. passe art.
277.

La Ville de Lyon s'est peuplée et agrandie pour n'avoir aucunes maistrises jurees hors les apothicaires Chirurgiens orfèvres et serruriers Ains par la liberté d'accueillir ceux qui viendront y habiter et neantmoins depuis quelque temps divers mestiers se sont voulu rendre jures con-

tative, se présenter devant le président de la Conservation avec son bilan, lui expliquer pourquoi il a fait de mauvaises affaires, pour ensuite s'entendre avec ses créanciers.

(1) Les livres de raison étaient des livres de dépenses et de recettes; ils contenaient souvent des notes domestiques et personnelles. Les premiers étudiés furent ceux de Peyre de Serras; des frères Bonis, marchands à Montauban au xv^e siècle, commissionnaires en habillements, armes, orfèvrerie, pharmaciens et banquiers; de Jacme Olivier, de Narbonne, prêteur d'argent et de denrées, curateur de successions, exportateur de draps dans le Levant, etc. Guigue a publié le livre de raison d'un bourgeois de Lyon de 1314 à 1344. Guillaume del Puei nous initie au détail des dépenses d'une famille riche.

(2) Suivant l'art. 357 de l'ord. de Blois, les étrangers devaient déposer une caution de 15.000 écus sol et les sociétés devaient être enregistrées au bailliage, à la sénéchaussée ou à l'hôtel commun; suivant l'art. 358, les étrangers devaient faire enregistrer leurs procurations, commissions et pouvoirs au greffe de la juridiction ordinaire des lieux et exprimer en tous leurs contrats pour qui ils agissaient,

tre les privileges et libertes de la Ville Qu'il plaise au Roy revocquer toutes les maistrises jurees autres que les susdites nonobstant toutes lettres et arrests de veriffication mainttenant ladicte ville en son ancienne franchise (1).

Et d'aultzant que la sortie des laynes hors ce royaulme y apporte un grand dommage et une grande diminution du commerce parce qu'il en sort par chacun an plus d'ung million de livres l'esquelles sy elles estoient fabricquées et mises en œuvre dans le royaulme il y faudrait employer avant que le drap fut parfaict plus d'un million descus qui demeureroient aux subjects de sadite Majesté qui feroient ladicte manufacture et celle des estrangers en seroit diminuee et seroient contraincts en venir faire leur emplette en ce royaulme et y apporter comme autrefois leur or et argent qui s'en va pour le jourdhuy en Itallie Angletterre et autres endroits ou ladicte manufacture a esté distraicte (2) Que la sortie desdites Laynes hors ce royaulme soit entierement defendue (3) et enjoinct aux gouverneurs des provinces maistres des ports et autres officiers de l'empescher par tous moyens sans sarrester aux traittes qu'aucuns par importunité pourroient obtenir de sa Majesté par vertu de ses lettres closes ou patentes.

172. passe art.
317.

(1) Lyon défendit avec énergie la liberté de ses métiers; Colbert essaya vainement d'imposer le règlement de 1667; il y eut une sorte d'entente tacite pour ne pas l'appliquer.

Le consulat avait dans ses attributions la police des arts et métiers; il faisait ou approuvait les règlements des communautés de marchands et d'artisans et jugeait les contestations entre maîtres et ouvriers, sauf quelques exceptions comme les imprimeurs et libraires, qui relevaient de la sénéchaussée, et les batteurs et affineurs d'or, qui relevaient de la cour des monnaies.

Les règlements des ouvriers en soie étaient de 1554 et 1596.

(2) Lyon devait souffrir de la concurrence de l'Angleterre et de la Hollande pour les draps, de l'Espagne, de l'Italie, et surtout de la Suisse, pour les toiles.

(3) Il y avait déjà de nombreux édits de protection contre le commerce étranger des laines : janvier 1538, octobre 1566, mars 1571, février, mars et décembre 1582; un nouvel édit de juin 1627 défendit l'exportation des laines hors du royaume et d'y vendre et débiter aucun drap et serge étranger.

173. passe art.
318. Que les mesmes deffences soient faictes pour les lins et chanvres.
174. passe art.
319. Que la suppression des lieux et noms en l'imprimerie (1) fillaterie et autres oeuvres et manufactures estant averé sera punie par confiscations et amendes pour la premiere fois et par punition exemplaire la seconde.
175. passe art.
320. Et parce que tous marchans du Royaume de quelque Ville que ce soit viennent librement audit Lyon faire manufacturer et apprester toutes sortes de marchandises pour leur compte propre tant soyes laynes que autres et neantmoins en aucunes autres Villes comme paris et orleans ils ne le veulent permettre aux marchands de lyon, plaise au Roy ordonner qu'il soit permis ausdits marchands de lyon d'en user de mesmes dans paris et orleans Comme ils ont use de tout temps et jusques aux derniers troubles de l'an mil cinq cens quatre vingts neuf (2), et comme il leur est encore aujourd'hui permis a Rouen, Troyes, Bourges et ailleurs.
176. passe art.
321. Et pour refformer l'abbus qui se faict aux aulnages de la drapperie soit ordonné que toute sorte de drapperie de leyne sera aulnée par le dos et non point par la lisiere sur telle peyne qu'il plaira au Roy d'ordonner.
177. Que toutes espiceries et drogueries venans et passans par la ville de Lyon y seront grabellees (3) suivant les anciennes ordonnances sur les peynes y contenues ou plus grandes s'il y eschoit.
178. Depuis la deffence de l'entree de l'indiguo autrement appelle anil d'Inde (4) ont esté recongneus deux inconve-

(1) Un édit du 11 mai 1612 défendait d'imprimer et de vendre sans le nom de l'auteur et de l'imprimeur.

(2) En 1589, le consulat, entraîné et soutenu par le gouverneur Nemours et l'archevêque Pierre d'Epinac, avait adhéré à la Ligue; les pennonages s'étaient réunis en armes et Lyon s'était considéré comme en état de guerre avec le roi.

(3) Le grabellage était l'enlèvement des déchets. Le consulat percevait un droit, qui était versé aux hôpitaux pour le payement des apothicaires.

(4) L'indigo était appelé par les Portugais « herba d'anir ».

niens Le premier est que la flandre et l'allemaigne s'en fournissoient dans la ville de lyon et maintenant il va de Venise a droiture audict flandre et allemaigne tellement que le Roy y perd son droict de doanne et ladite ville le benefice de ce negoce, l'autre inconvenient est que l'on a treuve par experience que l'on ne se peut passer dudict indiguo pour mettre les soyes en bonne taincture. Partant qu'il plaise au Roy en remettre le commerce libre audict lyon sans rien alterer aux deffenses d'en user a la taincture des draps de leyne ausquels le pâstel (1) suffit.

Que pour estre remedie aux abus et larrecins qui se font aux devindages mollinages et tainctures de soyes soit loyisible aux prevosts des marchans et Eschevins de la Ville de lyon chacung an de commettre deux personnes notables et experts par lesquels gratuitement appellés avec eux deux maistres de l'estat il en soit congneu et les reglemens entretenus avec autorité de punir par amandes applicables aux pauvres les y contrevenans et les leur faire payer ensemble restituer les soyes nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans prejudice d'icelles en tout cas a leur caution juratoire.

Que les privileges dudit art soyent confirmes (2).

Qu'il soit inhibé et deffendu a toutes sortes de courratiers (3) soit de marchandises ou de changes d'achepter ny vendre marchandises pour eux ni pour autrui ny faire aucunes commissions ny porter billan ains que simplement ils facent leur courratages A peyne contre les contrevenans de mil livres pour chacune contravention applicables le tiers au Roy, le tiers au denonciateur et l'autre tiers aux pauvres.

(1) Le pastel (isatis tinctoria) provenait surtout du Languedoc.

(2) Les reglemens et statuts des « maitres fileurs et mouliniers de soye des villes de Lyon, St-Chaumont et lieux circonvoisins » étaient approuvés par lettres patentes (publiées en 1601).

(3) Les offices de courtiers avaient été créés par un édit de 1572; ils furent l'objet d'une ordonnance de 1575, d'un édit de 1638 et d'un règlement consulaire de 1675.

179. passe art.
322.

180. passe art.
323.

181. passe art.
324.

182. passe art.
325 et 326.

Et parce que plusieurs portans billans sur la place y font veoir des grandes creances en leurs noms ce qui leur donne ung grand crediet puis faisans faillite il se treuve des personnes qui soubstiennent les cedulles et creances leur appartenir quoyquelles soyent conceues sous le nom du fally Qu'il soit enjoinct a tous commettans faire concevoir en leur nom les cedulles et creances proceddans de leurs effects Autrement et a faulte de ce elles seront jugees appartenir aux commissionnaires et sans que lesdits commettans y aient aucung droict de suite quelques comptes que lesdits commissionnaires leur en ayent envoyes.

183. passe art.
327.

Que les manufactures des futaines (1) qui se feront dans ce royaume seront fabriquées de mesme largeur longueur et compte les ungs comme les autres (2) avec deffences aux estrangers de n'en faire entrer qu'ils n'en soyent desdites largeur, longueur et compte ainsy qu'il est ordonné pour la taincture du filet et que le reglement ordonné en l'an mil cinq cens nonante cinq sera observe par toute la france.

184.

Que l'edict de la marque de cuirs soit aboli pour les grands abus qui s'y commettent (3).

185.

Qu'il ne soit permis a aucung estranger tant du Royaume que dehors d'icelluy de vendre ou faire vendre aucune marchandise dans ladite Ville de lyon hors les foires (4) de quelque qualité et condition que ladite marchandise soit attendu que cest la Ruine des habitans de ladite Ville La raison voulant que ceux qui sont nes et residens avec mesnage dans

(1) La futaine était une étoffe grossière; celle de Lyon s'appelait bombasin.

(2) C'est le commencement de la réglementation que voudra Colbert.

Lyon avait une production très exacte dans ses dimensions, notamment pour la soie, ce qui n'était pas le fait de la fabrique de Tours.

(3) La marque des cuirs existait depuis 1608; elle fut rachetée en 1621.

(4) Les Lyonnais ne voulaient pas que des marchands ambulants restassent après les foires pour écouler de la pacotille.

ladite Ville depuis vingt ans (1) ayent quelques prerogatives sur les autres lesquels ayant faict du proffict en ladite Ville l'emportent ailleurs en autres Villes qui en florissent au deshonneur des habitans (2) de ladite Ville de Lyon.

Faict et arreste au consulat tenu en l'hostel commung (3) de ladite Ville le mardy seziesme septembre mil six cent quatorze.

Austrein Dinet Mallo Jehan Dubois Raberin.

Par mesdits sieurs les prevost des marchans et eschevins.

Flachier François (3).

(1) On devenait bourgeois de Lyon par une résidence de dix ans.

(2) L'Hotel de Ville était alors rue de la Poulallerie. Les réunions des bourgeois de Lyon s'étaient d'abord tenues en divers endroits, aux Cordeliers, à St-Jean, et notamment à la chapelle St-Jacquême, place St-Nizier. Le consulat voulut avoir un domicile régulier et lui appartenant : il acheta en 1424 la maison de Char-nay, rue Longue, près de St-Nizier ; mais il ne put guère l'utiliser en raison de procès avec l'archevêque, qui en avait la directe. Il occupa différents immeubles : la maison de Jean de Chaponay, près de St-Jacquême, la maison du Lion, l'Hôtel de la Rose, rue Mercière, qui avait appartenu à Jacques Cœur. Il acheta en 1569 la maison de Jacques de Bourges, en la rue Grenette, joignant la place des Cordeliers, appelée l'Hôtel Milanais, parce qu'elle avait appartenu à un Sforza. Enfin, il acquit en 1604, par acte reçu François Flachier, notaire, la maison de la Couronne, située entre la rue des Forces et la rue de la Poulallerie. Ce fut l'Hotel de Ville jusqu'à la construction du grand Hotel de Ville de Simon Maupin, où il s'installa en 1652.

(3) François Flachier était le notaire de la ville.

Vu :

Vu :

Le Président de la Thèse,

Lyon, le 16 juin 1910.

R. GARRAUD.

Le Doyen,

FLURER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 17 juin 1910.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

P. JOUBIN.

9282 — LYON, IMPRIMERIES RÉUNIES
